

tribune

socialiste

HEBDOMADAIRE
DU PARTI SOCIALISTE
UNIFIE
JEUDI 19 JUIN 1969
N° 416. 1,50 F



la droite
continue

Sommaire

Vie militante

- Politique intérieure
- 4-5. Pompidou au pied du mur.
Jacques Malterre
- 6-7. Dialogue T.S. - Lutte ouvrière.
- 10-11. Les leçons d'un scrutin.
Gilbert Hercet
20. Gisselbrecht, théoricien en difficulté.
Jean-Marie Vincent
- Luttes étudiantes
9. Donner à la gestion sa dimension politique.
Albert Rousselles
- Luttes internationales
12. Le front universitaire aux U.S.A.
Louis Revard
- 13-14. Amérique latine : vers l'explosion.
Henri Beley
15. Pérou : tout est à refaire.
Michèle Vannesse
16. Le gouvernement révolutionnaire du Vietnam du Sud.
Pierre Gautier
- Document
17. Sur l'autorité.
Friedrich Engels
- Notre société
8. Des corbeaux ou des loups.
Michel de la Fournière
- Vie culturelle
18. Livres : Impossible pari.
Christian Guerche
19. Cinéma : Mode d'emploi.
Jean-Paul Fargier

Priorité à la formation

François Dalbert

L'augmentation des effectifs du Parti depuis les luttes de mai 68 et à l'occasion de la récente campagne nous fait une obligation de réfléchir en priorité aux moyens d'accueillir les nouveaux adhérents.

En même temps, nous devons armer nos militants pour qu'ils soient en mesure de renforcer le courant socialiste sur tous les fronts de lutte, là où se déroulent les conflits les plus significatifs et où se réalisera l'unité dans l'action.

Enfin, il est clair que répondre à la question « Quelle formation du militant », c'est aussi répondre à la question « Quel Parti ? ». La construction d'un parti à la fois suffisamment organisé, présent dans toutes les luttes et ouvert sur l'ensemble du courant socialiste implique la formation de militants actifs et créateurs à tous les niveaux.

Pour répondre à ces besoins prioritaires il faut respecter trois impératifs fondamentaux sur lesquels nous reviendrons plus longuement :

● **Une formation permanente.** Il ne saurait être question de considérer la formation comme une activité épisodique et si possible estivale que l'on entreprend lorsque l'action militante laisse des loisirs. Elle doit être considérée comme un investissement prioritaire auquel chaque militant participe, en se formant lui-même en permanence et, dès qu'il en est capable, en contribuant à la formation de ses camarades. Tout militant devrait considérer comme une obligation de participer d'une manière ou d'une autre à deux stages par an.

● **Une formation largement décentralisée.** Un tel effort ne saurait être assumé par le seul Service National de Formation. Il doit être pris en charge à chaque niveau. Dans le cadre de la section pour l'accueil des nouveaux adhérents, à l'aide des matériels élaborés en commun au niveau national. Sur ce point il faut signaler que « P.S.U. Documentation » dont la parution a dû être arrêtée depuis deux mois doit reparaitre et que tous les camarades peuvent y collaborer en envoyant à sa rédaction tous les travaux et compte rendus de stages qui pourraient être diffusés nationalement.

Au niveau régional et fédéral l'effort devrait porter plus particulièrement sur la formation des cadres capables d'animer les sections. Dès septembre une **réunion des responsables formation de l'ensemble des fédérations** (dont la date et le lieu seront précisés par une prochaine « Directive ») devrait permettre de mettre en commun les expériences et les moyens, et de définir le programme de travail pour l'année 1969-1970.

● **Une formation adaptée.** La décentralisation de l'effort pour être efficace doit s'accompagner d'une répartition des tâches. Sans cantonner tel ou tel niveau dans des secteurs ou des types de formation trop étroitement délimités, sans instaurer une sélection draconienne des participants, il faut préciser clairement la vocation de chaque stage et que chaque camarade sache à qui s'adresser lorsqu'il éprouve le besoin d'améliorer ses connaissances sur un sujet donné.

Les trois axes d'effort de la formation :

— Préparation à l'action sur les divers fronts de lutte ;

— Préparation aux tâches d'animation et d'organisation du Parti ;

— Préparation à l'analyse et à la réflexion théorique

devront être organisés de manière démocratiquement sélective. Pour que l'investissement soit rentable, il importe par exemple que les participants aux stages nationaux soient capables ensuite d'animer l'action, la formation et la réflexion au niveau de leur fédération et de leur section.

Ainsi les stages dont la liste est donnée ci-dessous s'adressent à des militants déjà formés et engagés sur les différents fronts de lutte concernés, à charge pour eux de répercuter les débats auxquels ils auront participé. Si ces cinq stages réunissent chacun un minimum de responsables qui, à leur tour, organiseront d'autres réunions, c'est très rapidement plusieurs centaines de militants qui auront été formés.

Dès que possible un cycle de formation théorique sera organisé, mais des problèmes matériels de locaux ne permettront probablement pas de le mettre en œuvre dès cet été.

La réalisation des entreprises actuelles et des programmes ultérieurs dépend de la participation de tous les camarades, de leur efforts et de leurs suggestions.

tribune

socialiste

Directeur Politique
Jean-Marie Vincent

Comité de Direction
Jacqueline Giraud, Christian Guerche, Gilbert Hercet, Jean-Marie Vincent

Secrétaire de la Rédaction
Philippe Guyot.

Comité de Rédaction
Henry Beley, André Bielany, Jacques Buthiers, Gilbert Chantaire, Michèle Descolonnes, Jacques Ferlus, Michel Johan, Lucien Saintonge, Bernard Sizaïre, Dominique Yvoire.

Maquette
Claude Picart

Publicité
Jean-Claude Gillet

Directeur de la Publication
Guy Degorce

Hebdomadaire
du P.S.U.

Rédaction - Administration
et Publicité :
54, Bd Garibaldi
Paris (15^e)
Téléphone :
Administration : 783.19-20
Rédaction : 566.45-64

Le présent numéro est tiré
à 22 000 exemplaires

Abonnements
6 mois 22 F
1 an 43 F
de soutien à partir de 80 F
C.C.P. 58 26 65

Publicité générale
au Siège
de l'administration
S.A. Imprimerie Editions Morlamé,
61, rue du Fg-Poissonnière, Paris 9^e.

Calendrier des stages de formation

ouverts aux camarades socialistes engagés sur les différents fronts de lutte.

11 au 14 juillet : « Action dans les entreprises » avec la participation de Michel Rocard, animé par Abraham Béhar.

A Nogent-sur-Marne (début de stage le 11 au soir). Ouvert aux militants responsables des sections et groupes d'entreprise.
Au programme :

- rapport parti-syndicats,
- contrôle et pouvoir ouvriers,
- qu'est-ce que « l'hégémonie » ou la « dictature » du prolétariat ?
- la crise du capitalisme.

19 et 20 juillet : « Action culturelle » animée par R. Chapuis, également dans la région parisienne (le programme sera publié dans le prochain « T.S. »).

Septembre (date à préciser ultérieurement) : « Urbanisme et vie locale » avec la participation de Michel Rocard, animée par des responsables d'associations locales, probablement à Sarcelles.

Septembre (date à préciser ultérieurement) : « Enseignement et formation » par R. Chapuis (région parisienne).

Fin novembre (date à préciser ultérieurement) : « Agriculture » animée par les principaux responsables de ce secteur.

Noter également :

Stages Jeunes travailleurs et lycéens du 23 au 31 août probablement en Aquitaine.

Etudiants-Lycéens du 5 au 15 septembre en Corse.

Pour toutes inscriptions, écrire au Service de Formation, 81, rue Mademoiselle, Paris (15^e).

Bulletin d'adhésion au P.S.U.

Nom

Prénom

Adresse

Profession

déclare vouloir adhérer au Parti Socialiste Unifié et demande à être mis en contact avec la section la plus proche.

BULLETIN A RETOURNER AU SIEGE DU P.S.U.
81, RUE MADEMOISELLE, PARIS-15^e

Les leçons pour nos combats

Michel Rocard

Ce que l'on convient d'appeler la gauche a donc manqué l'occasion d'imposer un régime socialiste après le départ du général de Gaulle. Et l'homme chassé par Mai 1968 pour cause d'inaction pendant six ans revient en triomphateur. Mais les deux tiers des Français n'ont pas donné leurs voix à Georges Pompidou. Cela veut dire à la fois que son régime n'a pas la confiance du pays, et qu'une autre solution était possible.

Il aurait fallu pour imposer une autre solution que les forces socialistes de ce pays restent capables de déterminer leurs objectifs en fonction d'une analyse exacte de la situation. C'est le slogan de « pouvoir personnel » qui a démobilisé la gauche et l'a démunie d'arguments au point qu'une partie de ses forces et de ses électeurs a borné son objectif à un changement de personne. Dans cette optique, un centriste falot comme Poher pouvait faire l'affaire. Mais le calcul était, de toute façon, sans espoir, puisqu'il a suffi d'une vague menace de voir Poher élu avec les voix communistes, pour que bien des voix centristes basculent vers Pompidou, et que se rallient solennellement à lui un certain nombre de représentants de ce vieux marais centriste qui fit les délices de la IV^e République.

La réalité apparaît aujourd'hui. Le départ de De Gaulle ne permettra plus de parler de pouvoir personnel, ni même bientôt de gaullisme, mais l'U.D.R. subsiste comme une force conservatrice, puissante, organisée, très implantée dans les villes alors que la droite classique restait rurale. Pompidou a très légèrement progressé par rapport à de Gaulle, en 1965. La réalité d'aujourd'hui c'est que la bourgeoisie française s'est donné un véritable parti politique capable de maintenir dans le pays son pouvoir pourtant chancelant depuis le coup de boutoir que lui ont porté les travailleurs en Mai.

En fait, ce scrutin est une victoire du gaullisme et du clan centriste, déjà en train de négocier son ralliement. Et qu'on ne nous dise pas que Poher était un recours : ce figurant, que n'appuyait aucune force organisée, n'exprimait qu'une critique de droite de Pompidou. Il y a des boudriches qu'il faut dégonfler. Les vrais soutiens de Poher étaient Bidault, Isorni, et la feuille nommée « Minute » autant qu'Abelin ou Lecanuet. On évoquait, avec respect, la mémoire de Bastien Thiry dans les meetings de Poher, et ce dernier avait imprudemment annoncé la plus brutale des politiques de récession qu'on ait jamais envisagées en France. Poher a, en fait, décrit une politique parfaitement réactionnaire dans tous les domaines, et nous n'avons

assisté pour le second tour qu'à une bataille de clans entre gens de droite tous décidés à gouverner contre les travailleurs. Poher avait sa place dans le système qui assure le règne d'une minorité, et le signe le plus net de ce que c'était seulement un conflit de factions est la bassesse de la campagne du deuxième tour. Ces hommes n'ont pas rehaussé la dignité de la vie publique.

Il n'y a donc plus de centre, et Poher, Abelin ou Lecanuet ne seront pas un recours.

Le problème aujourd'hui est de redonner sa capacité d'offensive au mouvement socialiste. Cela commence par un bilan.

L'effondrement du courant social-démocrate représenté par Defferre est un des traits essentiels du scrutin. Moins qu'à la mauvaise performance de Defferre, il est dû surtout à la défection des fédérations S.F.I.O. qui ont soutenu Poher au premier tour. Cela traduit à la fois l'incapacité de cette organisation à appliquer une discipline commune, et surtout la solidité des orientations centristes qui sont les siennes à la base ; il n'y a rien là de bien nouveau, mais plutôt une confirmation éclatante dont il conviendra de se souvenir dans la période qui s'ouvre.

Les résultats du courant socialiste sont, de leur côté, aussi très significatifs. Alors que l'élection présidentielle est le terrain le plus difficile pour un courant jeune et encore faible, alors que dans les deux derniers jours de la campagne du premier tour, la France s'est mise à jouer au tiercé électoral plutôt qu'à penser à l'avenir, le fait d'avoir maintenu nos positions est déjà un beau résultat. Mais l'évolution même de nos voix est très favorable : perte sèche dans les milieux « intellectuels » où l'on est tour à tour « révolutionnaire » ou « moderniste » et notamment dans la ville de Paris, au profit de Krivine et de Mendès-Defferre, mais progressions importantes en milieu populaire, notamment les banlieues de toutes les villes en développement, et des zones comme Saint-Nazaire, Clermont-Ferrand, Brest, etc., à densité industrielle importante. C'en est terminé de l'image du P.S.U.-Parti d'intellectuels, et voilà une bonne chose de faite. Ces voix intellectuelles, d'ailleurs, reviendront avec la mode ou avec l'espérance du succès : ce n'est pas pour elles qu'il faut travailler, c'est avec celles que nous venons de conquérir.

Le second tour, au-delà de ce qui est conforme aux prévisions, apporte aussi un enseignement. Nous étions les seuls, avec la Ligue communiste, à avoir explicitement encouragé le vote blanc ou nul autant que l'abstention. La consigne donnée par le Parti communiste excluait

formellement cette solution. Mais la tentative d'intimidation dont il l'a assortie a conduit à voter — mais blanc ou nul — un million d'électeurs fort décidés à récuser la pression du P.C. parmi lesquels beaucoup de nos camarades. C'est un signe : les forces socialistes n'emporteront la victoire, dans les urnes comme sur le terrain, qu'en inspirant confiance et non par l'intimidation.

Les résultats du Parti communiste appellent un autre commentaire : on ne peut à la fois faire une campagne dite d'union et revendiquer la totalité des voix obtenues sur la politique du Parti. Que nos camarades se mettent d'accord avec eux-mêmes. Pour notre part, nous resterons fidèles à la loyauté devant les chiffres et leur interprétation.

Ces leçons tirées, il faut maintenant préparer les prochaines batailles et en faire des victoires. Ce n'est ni au Parlement ni à la télévision que se dérouleront les grands débats sur l'avenir du pays : ce sera donc sur le terrain, à l'occasion de conflits précis.

La campagne électorale a vu redresser la tête tous les tenants de l'autorité et de la répression dans l'enseignement : il faut s'attendre qu'ils se renforcent et que, par conséquent, des difficultés nouvelles surgissent. La pression du grand capitalisme sur les petits agriculteurs intégrés se fait de plus en plus forte : là aussi des conflits vont s'ouvrir, auxquels il faudra proposer des solutions. Notre balance des paiements est en pleine détérioration et l'inflation devient galopante : un régime de droite répond à ces situations en brisant l'expansion et le plein emploi. Là encore, une autre politique devra être définie pour servir de cadre aux luttes des travailleurs.

De manière plus précise, tous les conflits sociaux récents : S.N.C.F., Sollac, employés de remorquage naval, posent le problème de l'organisation du travail et donc du pouvoir de décision. Une lutte immense s'amorce pour la « mensualisation », c'est-à-dire une garantie minimale contre l'arbitraire patronal en matière de salaire. C'est une nouvelle mise en cause du pouvoir patronal.

Répondre en termes politiques à ces exigences des travailleurs, c'est donner un caractère concret au projet socialiste. C'est de cette façon seulement que grandira la force socialiste rassemblée capable de vaincre. Lutter ensemble pour des revendications au sens politique précis, et sans demander le nom de baptême socialiste de ceux qui engagent avec nous le combat, voilà aujourd'hui la seule manière de préparer notre commune victoire. □

Pompidou au pied du mur

Jacques Malterre

A travers ce qui fut son action personnelle, de 1962 à 1968, ce que sont les hommes qui l'entourent ou qui l'ont rallié (Giscard, Pinay, Duhamel), ce qu'il a dit au cours de la campagne, on peut se faire une idée assez précise de ce que sont les idées maîtresses de l'homme qui va succéder à de Gaulle, à la tête de l'Etat bourgeois : Georges Pompidou.

Ces idées maîtresses tournent autour de deux thèmes — libéralisme et autorité — et on va voir qu'il n'y a pas là de contradiction.

Pompidou incarne le pouvoir de la grande bourgeoisie et des milieux d'affaires. Cela est clair et indiscutable, mais il leur a proposé une politique qu'il juge conforme à leurs intérêts en tournant le dos à d'autres possibilités. Alors que certains s'efforcent de démontrer encore que le système capitaliste ne peut surmonter ses difficultés que si l'Etat intervient beaucoup en fixant les objectifs du Plan et en faisant jouer au secteur public un rôle régulateur, Pompidou, comme ses principaux supporters, Giscard et Pinay, estime que moins le gouvernement intervient, mieux cela vaut. C'est l'option libérale. A la tête du gouvernement on a vu Pompidou s'élever sans cesse contre les erreurs et la lourdeur des administrations. En fait, ces critiques lui permettaient de faire sans cesse des arbitrages en faveur des solutions capitalistes. Maintes fois, dans le secteur alimentaire, il a préféré recourir à des formes privées plutôt que d'aider des coopératives ; on connaît son rôle dans l'implantation des grands trusts de la distribution, de même que son souci de ne contrarier en rien le développement de la construction privée. Demain, on peut être certain qu'il verrait d'un très bon œil la remise du téléphone à l'industrie capitaliste, la construction des autoroutes par des groupes privés, et même éventuellement la dénationalisation des firmes qui peuvent gagner de l'argent (Renault, SNECMA...).

En si bon chemin, la défense de la médecine libérale et de l'aide aux universités « libres » trouvera en lui un chaud partisan.

Dans ce type d'économie, le Plan n'a plus d'autre rôle à jouer que de fournir un jeu de prévisions utiles au patronat pour orienter ses investissements et faciliter la recherche de leur rentabilisation, ainsi qu'un ensemble de ré-

gles s'imposant aux administrations pour éviter les débordements.

Ainsi « libéré » le capitalisme français sera encore plus incité à rechercher un appui auprès des firmes internationales ; l'intégration de l'économie française dans l'économie capitaliste internationale sera garante de ses progrès dans l'organisation et la productivité.

Une grande fermeté

Pour tous ceux que Mai 68 a effrayé et qui redoutent la poussée de forces nouvelles dans l'Université comme dans l'agriculture et les entreprises et même dans l'Eglise catholique, Georges Pompidou est l'homme de la situation. Non qu'il ait personnellement une inclination pour le fascisme ; le fascisme est certainement pour lui une forme de maladie qui s'abat sur les sociétés où règne l'instabilité et que menace le désordre, les sociétés où précisément les « valeurs », sont bafouées. Ce qu'il faut, c'est d'abord restaurer l'autorité des maîtres, consolider les pleins pouvoirs du patronat, arrêter la montée de la subversion ; alors, mais alors seulement, la liberté d'expression, fruit de la haute culture bourgeoise peut fleurir sans danger ; le dialogue peut s'ouvrir avec les représentants patentés des salariés et des étudiants.

M. Pompidou n'a sans doute aucun goût personnel pour la répression. La logique de son régime aboutira pourtant à ce que tous ceux qui ont eu peur cherchent à prendre leur revanche, que ce soit dans les lycées, les universités ou les usines.

Pour qu'un tel régime puisse durer, il faut cependant quelques soupapes. M. Pompidou n'exclut pas que les étudiants puissent discuter des problèmes de la politique dans un cadre soigneusement défini, il recherchera également le contact avec les centrales syndicales et leur proposera un programme d'accords contractuels (sur la mensualisation par exemple) que le patronat finira par accepter dans son propre intérêt, à la condition que soient définitivement écartées les menaces de réforme de l'entreprise, de participation et bien sûr de contrôle des travailleurs, ce à quoi M. Pompidou s'emploiera sans faiblesses.



Ceux qui décident de notre avenir.

De lourdes échéances

Si la perspective est assez nette sur les problèmes de fond, il n'en reste pas moins que la majorité du 2^e tour est plus large que cohérente. Déjà on sent que certains hommes peuvent se sentir mal à l'aise. D'un côté les gaullistes orthodoxes, partisans de la centralisation, de l'Etat fort (Debré, Sanguinetti) ou simplement désireux de ne pas trop partager le pouvoir (Guichard, Foccart) seront amenés à lutter en sous-main contre le rôle grandissant des ralliés de la 11^e heure (Giscard, Duhamel, Pinay).

Inversement, on peut attendre que les survivants de la IV^e République s'efforcent de reprendre le haut du pavé en attirant quelques renforts. Edgar Faure lance ses appels à Lecanuet et même à Defferre avec l'espoir de repousser dans l'opposition les ex-gaullistes, et il est possible que du haut de l'Elysée, Pompidou joue les uns contre les autres, pour asseoir son propre pouvoir, au risque de le laisser échapper.

C'est à l'occasion des premières décisions que les premières escarmouches se produiront. Quatre échéances attendent le nouveau Président : l'inflation et la crise monétaire, les salaires, l'entrée de la Grande-Bretagne dans le Marché commun et le pacte Atlantique, la rentrée universitaire d'octobre.

Premier souci : l'inflation. Les prix montent de plus en plus vite, les Français qui ont de l'argent achètent des biens réels plutôt que d'épargner ; nos importations croissent chaque jour davantage

que nos exportations, le déficit des paiements avec l'étranger se creuse, les réserves de devises s'amenuisent chaque semaine.

Déjà les mesures de « redressement » se préparent. On rend le crédit plus cher, d'où le renchérissement de la construction, des achats à tempérament et des marchandises elles-mêmes. Demain le gouvernement réduira certaines dépenses publiques pour diminuer les commandes et serrera la vis dans de nombreux domaines. Il est possible qu'il puisse éviter la dévaluation ; les capitalistes devraient être pleinement rassurés par la composition du gouvernement et son orientation : ce n'est pas encore ce pouvoir qui instituera un impôt sur le capital ; on parle plutôt de nouveaux « encouragements » à l'épargne, traduisons par « de nouvelles faveurs aux gros revenus et au capital » et un nouvel « allègement » de l'impôt sur les sociétés pour encourager l'investissement.

Tout cela signifie que feront les frais de la politique anti-inflationniste d'une part les revenus familiaux et les salaires modestes, d'autre part les équipements collectifs notamment les travaux des collectivités locales pour la santé, l'enseignement, l'urbanisme, etc.

Rendez-vous salarial ?

Depuis le refus de Tilsitt, personne ne sait plus très bien où en sont les salaires, et c'est bien ce que cherchait le pouvoir. Dans certaines industries le patronat — dont la situation financière est

extrêmement satisfaisante — a consenti des augmentations égales ou supérieures à la hausse des prix ; dans d'autres au contraire il a résisté, et le pouvoir d'achat des salariés s'est fortement dégradé. Les revenus des personnels de la fonction publique et des nationalisés, les allocations des familles et des vieux prennent un retard grandissant. Une fois de plus on constate que dans la bonne conjoncture, les inégalités s'accroissent et souvent le superflu passe avant le nécessaire ; le plan d'austérité (que l'on appellera autrement) ne fera qu'aggraver cette situation.

Le nouveau gouvernement va-t-il s'engager sur la voie d'une remise en ordre générale des salaires et revenus annexes ? ; c'est peu probable... à moins qu'il n'y soit contraint. Il se peut toutefois que pour prévenir des mouvements sociaux « incontestables » il lâche du lest, mais la mise du budget ne lui permettra pas d'aller bien loin, quel que soit son désir de reprendre le dialogue avec M. Séguy et ses amis.

L'ordre scolaire

Dans l'Université il va falloir — estime Pompidou — procéder à une remise en ordre avant la rentrée, sinon « le pire est à craindre ». La manœuvre se développera sur deux fronts : celui des lycées et celui de l'enseignement supérieur. Pour les premiers, c'est purement et simplement d'ordre qu'il s'agit ; il faut permettre aux administratifs, aux enseignants et aux parents conservateurs de reprendre en main les quelques poignées de galopins qui ne veulent plus travailler ; quelques centaines d'exclusions devraient suffire à ramener le calme ; pour y procéder tous les prétextes seront bons, et malheureusement il est vrai que quelques spontanistes irresponsables peuvent offrir ces prétextes, ce qui permettra d'atteindre tout le mouvement lycéen.

Dans le supérieur, le problème est plus ardu pour le nouveau chef d'Etat, car la loi d'Edgar Faure a beaucoup démolì, et son œuvre aujourd'hui apparaît comme un grand chantier plein de décombres. Pompidou veut aller « au-delà de la loi Faure ». Cela signifie sans doute qu'il veut donner encore plus d'autonomie aux unités d'enseignement ou aux universités pour que chacune puisse s'engager sur une voie originale, ce qui permettrait à la plupart d'entre elles de restaurer la sélection à l'entrée, un système élimination des éléments « indésirables », une spécialisation accentuant le morcellement de l'ensemble universitaire et finalement une

sorte de privatisation du statut universitaire qui rapprochera les universités libres des universités publiques et qui laissera les unes et les autres à la merci des entreprises des représentants de l'industrie.

L'ordre international

Enfin, M. Pompidou va avoir quelques grandes décisions quant à la politique étrangère. S'il n'éprouvera guère de scrupules à reconduire le pacte Atlantique et à « assouplir » l'embargo des armes pour Israël, il sera plus perplexé sur le problème essentiel de l'adhésion de la Grande-Bretagne au Marché commun.

D'un côté il n'est pas en état de se montrer aussi négatif que le général de Gaulle ; pour franchir la crise monétaire sans trop de mal, surtout s'il veut éviter la dévaluation, il lui faut l'aide des Allemands et des Américains ; le prix en sera — entre autres — l'ouverture de pourparlers avec la Grande-Bretagne.

Mais d'un autre côté, il lui faut obtenir un certain nombre de garanties et d'avantages. Pour conserver l'appui des organisations agricoles et, par-delà celles-ci, des masses paysannes conservatrices, il faut qu'il impose des clauses favorables à l'exportation de nos produits agricoles. De plus il ne peut pas ouvrir trop brutalement nos frontières aux produits industriels anglais, alors que déjà plusieurs industries françaises sont fortement menacées par la concurrence internationale.

Le plus probable est donc qu'une vaste confrontation va s'ouvrir et que l'on discutera longtemps sur les étapes et les clauses de sauvegarde mais que finalement on arrivera à un accord. Cela ne résoudra pas le problème de l'affrontement des capitalismes nationaux. Pour y parvenir il faudrait aller assez loin dans l'organisation de l'Europe politique et économique, ce que les gaullistes orthodoxes et les libéraux ne souhaitent pas beaucoup.

Les difficultés pour Pompidou et son équipe ne font que commencer. S'étant soigneusement abstenu de trop définir son programme pour faciliter les ralliements, le nouveau Président va naviguer entre divers périls, dont le moindre ne sera pas l'affrontement des diverses composantes de sa majorité soucieuses chacune d'accroître leur influence par rapport à celle des autres. Il peut compter sur nous pour ne pas lui faciliter la tâche et pour lui rappeler qu'une défaite électorale ne signifie plus maintenant l'éclipse des forces populaires. □



... Je me permets de vous rappeler que nous avons besoin d'un président aux épaules solides : Georges Pompidou est cet homme et il l'a prouvé.

Albin Chalandon
(Lettre aux électeurs d'Asnières)

Menaces sur l'emploi

Rémy Grillault

Superficiellement, la conjoncture de l'emploi peut paraître satisfaisante. Par rapport au mois d'avril 1968, les demandes d'emplois ont diminué de 8 %, les offres d'emploi non satisfaites ont augmenté de 107 %.

Mais en réalité, il y a 376.000 chômeurs, dans le même temps où les entreprises ne trouvent pas le personnel qualifié dont elles ont besoin. C'est l'échec d'une politique de formation orientée vers les besoins à court terme. Les statistiques montrent qu'une forte proportion des travailleurs est inadaptée aux emplois offerts par l'économie. 25 % des demandeurs d'emplois, 50 % des chômeurs au sens large sont des jeunes de moins de 25 ans qui, soit n'ont pas reçu de formation, soit ont reçu une formation déjà périmée.

C'est la marque d'une politique économique dont le plein emploi n'est pas un adjectif prioritaire. Or la situation française exigerait tout particulièrement une politique de l'emploi, parce que le vieillissement de ses structures économiques pose des problèmes de reconversion, de formation rapide et de recyclage, d'aide aux déplacements qui appellent une organisation.

Chaque année, 60.000 travailleurs de l'agriculture doivent changer de métier ; 5 à 6.000 seulement peuvent faire un stage de formation professionnelle.

Un certain nombre de vieilles industries déclinantes constituent l'élément dominant de la vie économique de certaines régions : Nord, Lorraine, Midi, Pyrénées. Ce qui exigerait une politique de l'emploi pensée au niveau de chaque région et de chaque zone d'emploi importante. Condition que ne remplit pas la politique actuelle d'aménagement du Territoire.

Enfin, depuis 1965, la France doit faire face à une augmentation annuelle

de 1 % de sa population active. La « montée des jeunes », le reclassement des émigrants agricoles exigent que soient créés plus de 200.000 emplois chaque année.

L'expansion actuelle masque momentanément la mauvaise situation de l'emploi. Mais à la rentrée, ce rythme de croissance risque d'être brutalement cassé par le dérèglement de la machine monétaire ; ce ralentissement de l'expansion se traduirait par une augmentation du chômage de 40 à 60.000 personnes. En même temps, comme toujours en économie libérale, la nécessité de maintenir les prix se traduira par un recours au chômage et au freinage des salaires.

Ainsi, malgré les apparences, à court terme la situation de l'emploi est sombre. Les placements effectués par les services publics sont au même niveau qu'en 1964. Les services de formation professionnelle et d'aide à la mobilité géographique n'apportent leurs concours qu'à moins de 5 % des travailleurs qui ont besoin de ces services.

Le plein emploi est une illusion dans la France capitaliste d'aujourd'hui. Il ne saurait en être autrement dans une économie libérale qui, au nom de la liberté des entreprises, refuse les réformes de structures seules susceptibles d'assurer le plein emploi : mise en place des institutions de planification démocratique permettant de coordonner, autour des choix collectifs, l'ensemble des moyens de recherche, de formation, de financement et de production du pays ; mise en place rapide des moyens de placement et de formation que nécessite l'équilibre à court terme du marché de l'emploi ; contrôle des travailleurs sur les conditions d'emploi à tous les niveaux : nation, région, branche, entreprise. Ce sont des objectifs de lutte.

Sur le rapport entre les organisations politiques révolutionnaires et les organismes syndicaux dans les entreprises

Georges Kaldy

de la rédaction de Lutte Ouvrière

Dans le cadre du dialogue engagé entre les rédactions de **Tribune Socialiste** et de **Lutte Ouvrière**, le camarade J.-M. Vincent nous avait proposé de débattre des questions touchant à quelques aspects essentiels de nos activités respectives. Bien que de nombreuses et parfois très profondes divergences nous séparent, divergences qu'il ne saurait être question de surmonter par la seule voie de la discussion, nous reconnaissons volontiers avec les camarades de **T.S.** qu'une confrontation de nos pratiques diverses serait hautement profitable à nos deux tendances comme à l'ensemble des courants se réclamant du mouvement de Mai 68.

Et le fait même qu'une telle discussion puisse avoir lieu dans un esprit fraternel nous renforce dans la conviction que la politique que nous défendons depuis des mois visant le regroupement de tous

ceux qui en mai se sont retrouvés du même côté de la barricade, a des chances réelles d'aboutir à des résultats concrets.

Parmi les différents thèmes proposés par le camarade Vincent, un des premiers concerne, pour reprendre son expression : « Le rôle des structures ou groupes politiques dans les entreprises, les rapports organisations politiques-organisations syndicales ».

Bien évidemment, il ne saurait être question dans le cadre d'un seul article d'autre chose que d'aborder les grandes lignes de notre façon de voir dans ce domaine.

Disons au préalable, qu'à notre avis, la faiblesse fondamentale de l'ensemble du mouvement gauchiste est l'insuffisance et pour ainsi dire la quasi-inexistence d'implantation dans la classe ouvrière.

Pour de multiples raisons historiques, parmi lesquelles en premier lieu les ravages physiques et moraux du stalinisme, il existe une véritable coupure entre le mouvement ouvrier et les idées révolutionnaires. La tâche primordiale de l'heure, celle qui conditionne tout le reste, est de mettre fin à cette situation. C'est la raison pour laquelle l'essentiel de nos forces et de nos efforts doit être orienté vers les entreprises et en premier lieu vers les entreprises les plus importantes. Ce choix politique fondamental implique en matière organisationnelle la création et la multiplication de groupes révolutionnaires dans les entreprises.

Quel est le rôle et quelles sont les tâches de ces groupes ?

A notre avis, la première et la plus importante des tâches de ces groupes est d'apparaître et de s'exprimer en tant que tels, c'est-à-dire en tant que groupes politiques. Et c'est là, d'après ce que nous pouvons connaître de l'activité des militants d'entreprise du P.S.U., que réside une des plus importantes divergences entre nos façons de voir. S'il existe dans bien des entreprises des militants du P.S.U., et si parfois ils y remplissent des fonctions syndicales plus ou moins importantes, il est extrêmement rare que le P.S.U. se manifeste et s'exprime dans ces mêmes entreprises, en tant que tel, de façon régulière et significative.

Or, il n'est pas question d'implanter les idées « gauchistes » dans la classe ouvrière sans se donner les moyens de les exprimer publiquement.

Il est indispensable qu'à chaque événement, petit ou grand, se rapportant à la vie de l'entreprise ou non, les ouvriers puissent avoir l'opinion des socialistes révolutionnaires, qu'ils puissent les juger en connaissance de cause. Il est indispensable que nous prenions nos responsabilités devant l'ensemble des travailleurs et non seulement devant un cercle restreint d'ouvriers personnellement contactés ou de militants syndicaux.

Certes, cela pose de nombreux et d'épineux problèmes. La répression patronale d'abord. Si d'une manière générale il est interdit de « faire de la politique » à l'intérieur des usines — interdiction de propager, de diffuser et même de lire des tracts, des journaux politiques — cette interdiction frappe plus particulièrement les militants gauchistes.

La censure stalinienne ensuite. L'expression publique d'idées révolutionnaires déclenche immédiatement la réaction de l'appareil stalinien. Les militants du P.S.U. ont pu eux-mêmes constater que si les staliens s'accommodent à la rigueur du militant gauchiste tant que celui-ci ne fait pas étalage de ses convictions, par contre dès qu'il propage ses idées, il ne peut s'attendre à aucune complaisance de leur part.

Si le militant gauchiste détecté comme tel milite syndicalement à la C.G.T., l'appareil cherchera à l'exclure. Déjà exclu, ou faisant partie d'un autre syndicat, il est calomnié, injurié, voire dénoncé au patron et parfois même physiquement agressé.

Aussi le groupe gauchiste aura à se battre pour pouvoir s'exprimer dans l'entreprise. Mais il est indispensable qu'il le fasse. Taire ses idées, renoncer à les exprimer publiquement, c'est finalement céder devant la pression du patronat et des appareils staliens, c'est contribuer à perpétuer le monopole de ces appareils sur les travailleurs.

Entendons-nous bien. Les groupes gauchistes, souvent faibles, et parfois même réduits à leur plus

simple expression hésitent souvent à se « dévoiler » de manière à ne pas compromettre trop rapidement le travail d'implantation ou un travail engagé dans le syndicat. Mais apparaître et s'exprimer politiquement dans une entreprise n'implique pas nécessairement, du moins pas dans un premier temps, que le ou les militants se découvrent personnellement. Le groupe peut s'exprimer par l'intermédiaire de feuilles volantes mises en circulation discrètement, de préférence à l'intérieur des ateliers par des militants de l'entreprise, et quand cela n'est matériellement pas possible, diffusées de l'extérieur par des militants d'autres usines... ou des étudiants.

Cependant, il est certain que, même en s'exprimant de cette manière, le militant révolutionnaire aura aggravé les conditions d'autres types d'activités, en particulier syndicales. L'apparition d'une feuille révolutionnaire éveille la méfiance de l'appareil du P.C. qui consacrera son effort à en découvrir les auteurs, obligeant les militants révolutionnaires, s'ils entendent ne pas se découvrir pour un temps, à une grande prudence.

Bien entendu, la pression des appareils, et celle du P.C. en particulier ne se manifestent pas avec la même intensité quand on milite dans la C.G.T. que lorsqu'on milite dans les deux autres syndicats réformistes. Cette pression n'en existe pas moins dans une certaine mesure partout.

Et c'est en grande partie cette difficulté de concilier l'expression politique publique et le travail syndical qui incite la plupart des groupes gauchistes ayant des militants d'entreprises à abandonner la première au profit du second.

A notre avis, c'est une position fautive. Certes, les militants du groupe gauchiste de l'entreprise ont le devoir de militer au sein d'un syndicat, et pour pouvoir le faire au mieux, mettre le maximum de chances de leur côté. Mais l'expression syndicale de nos idées est une expression mutilée. Elle le serait de toute manière, car nos idées et nos perspectives dépassent le cadre syndical en tout état de cause. Mais elle l'est à plus forte raison, du fait des limitations imposées par l'absence de démocratie au sein du plus important syndicat, la C.G.T. (et par l'audience encore plus limitée des autres).

De plus, les travailleurs syndiqués constituent moins de 20 % de l'ensemble des travailleurs. Et la grande majorité de ces syndiqués ne participent à aucune activité syndicale. Se contenter de s'adresser à la petite minorité restante, quand bien même elle est constituée par les militants ouvriers les plus actifs, c'est se condamner à la stérilité, en tout cas sur le terrain politique. Encore une fois, il est nécessaire que la large majorité des travailleurs de l'entreprise connaisse nos idées, notre programme, nos propositions.

du nouveau pour votre équipement

duplication

Le procédé stencil fait de nouveaux progrès avec l'apparition du duplicateur Gestetner 466, qui permet à un opérateur même novice de tirer rapidement 10, 100, 1.000, 5.000 copies impeccables. Un graveur automatique de stencils élimine le recours à la frappe.

L'offset de bureau apporte à un nombre toujours croissant d'organismes et de services, le moyen moderne, rapide et sûr, de faire face à l'accélération des communications intérieures et extérieures.

Voulez-vous connaître en détail les nouveaux services que la duplication peut vous rendre ? Demandez à GESTETNER, sa documentation 854-71, rue Camille-Groult - 94 - VITRY - tél. 482-47-85.

Gestetner

Demi-victoire à l'INAG

Jacqueline Giraud

Mener de pair une activité syndicalisée et un travail politique public a encore une autre signification. Le stalinisme a tellement pourri le mouvement ouvrier que le monolithisme d'idées au sein du syndicat est un fait accepté par bien des travailleurs pourtant non staliens eux-mêmes. Combien d'ouvriers, même sympathisant avec nos idées, ne comprennent pas pourquoi nos camarades se battent pour rester à la C.G.T. tout en critiquant la politique menée par l'appareil dirigeant de celle-ci.

Nous devons lutter pour réintroduire dans le mouvement ouvrier des mœurs saines. Les divergences, les luttes d'idées politiques ne doivent pas empêcher de faire front commun au sein d'un même syndicat contre l'exploitation patronale.

Et pour reprendre le problème soulevé par le camarade Vincent concernant les rapports syndicats-groupes politiques, précisons que nous ne sommes pas pour que le syndicat devienne la courroie de transmission d'un parti politique, comme c'est le cas actuellement entre la C.G.T. et le P.C. Mais nous ne pensons pas non plus que l'activité politique et l'activité syndicale soient deux domaines que l'on doive soigneusement séparer, de manière à ne permettre aucune interférence entre les deux.

Un militant gauchiste, même lorsqu'il a des responsabilités syndicales, reste un militant « gauchiste ». Sa façon même de concevoir son activité syndicale porte ou, en tout cas, devrait porter les marques de ses conceptions politiques.

Nous, militants « gauchistes », nous sommes prêts à accepter la discipline syndicale pour toutes les décisions démocratiquement prises, même en n'étant pas d'accord avec elles. Mais corollairement, nous devons exiger le droit de défendre publiquement nos positions et nous avons le devoir de le faire.

Admettre explicitement ou implicitement que l'engagement politique s'arrête aux portes du syndicat, c'est ou bien démissionner devant les tâches, ou faire preuve d'une certaine hypocrisie. Et à plus forte raison, il n'est pas question d'admettre qu'un militant soit gêné ou interdit d'activité syndicale en raison de son activité politique à l'extérieur du syndicat.

Pour imposer de telles pratiques, nous tous, groupes « gauchistes », ne sommes pas trop. Dans cette bataille le P.S.U. a un rôle à jouer. Mais à notre avis, il ne saurait le faire sans intervenir sous son propre nom, avec ses propres idées partout où il a des militants d'entreprise.

L'emprise de l'influence réformiste et surtout stalinienne sur le prolétariat ne sera vaincue que si les groupes « gauchistes », tous les groupes gauchistes, se donnent les moyens de se faire entendre, en tant que tels, devant l'ensemble des travailleurs. □

Depuis le 1^{er} Mai, les techniciens contractuels de l'I.N.A.G. (Institut National d'Astronomie et de Géophysique) sont en grève. Les chercheurs leur ont apporté leur soutien et, dans la semaine du 9 au 15 juin, la quasi-totalité des laboratoires dépendant de l'Institut était paralysée par la grève : Observatoire de Paris, Observatoire de Meudon, Observatoire de Nice, Institut d'Astrophysique de Paris, Groupe de Recherches Ionosphériques, Laboratoires de Verrières, Laboratoire d'Astronomie spatiale de Marseille et station radio-astronomique de Nançay. Au total, quelque 800 chercheurs et 1.500 techniciens. Une grève dure qui a atteint son apogée le vendredi 13 mai en une grande manifestation devant l'Observatoire de Paris où siégeait le conseil d'administration de l'I.N.A.G. Le directeur, M. Denisse, a dû interrompre la réunion et accepter de recevoir le comité de grève avec lequel il a discuté jusqu'à 3 heures du matin. Les grévistes se sont heurtés à une résistance aussi forte que leur propre détermination. Parce que, à travers leur cas personnel, c'est un aspect important de la politique scientifique du gouvernement qu'ils mettaient en cause.

Les méfaits de la non-planification

Leur cas personnel : ils sont contractuels. C'est-à-dire qu'ils sont engagés dans le cadre d'un contrat global couvrant une opération de recherche limitée dans le temps... et d'une durée souvent imprécise. Ils sont donc susceptibles d'être licenciés chaque année, sans préavis, sans indemnités et sans que leur soit même reconnue une quelconque qualification professionnelle qui favorise leur reclassement.

A l'I.N.A.G., ils sont 350 techniciens à vivre dans cette situation précaire. Mais, par leur grève, ils posent le problème de tous les « contractuels » de même type exploités par la recherche scientifique.

De plus en plus, en effet, la recherche cesse d'obéir à une planification concertée. De plus en plus elle procède par « grandes opérations » brusquement décidées à des fins politiques ou pour satisfaire les industriels. C'est notamment le cas de la recherche spatiale, mise en œuvre par le C.N.E.S. (Centre National d'Etudes Spatiales) pour le compte duquel travaillent les laboratoires de l'I.N.A.G. Pour mener à bien ces opérations à court terme, il faut engager du personnel. Mais il faut aussi pouvoir s'en débarrasser sans frais quand l'opération est terminée, ou quand elle est interrompue parce que la politique a changé.

La recherche spatiale en péril

C'est la raison d'être de ces techniciens engagés sous contrat dit « de ressources affectées ». La précarité de leur sort, les « contractuels » de l'I.N.A.G. sont les mieux placés pour la percevoir, parce qu'ils sont directement menacés par l'effondrement progressif de la recherche spatiale française. En février dernier, le gouvernement décidait d'interrompre les travaux préparant le satellite scientifique franco-soviétique Roseau. L'an prochain, le C.N.E.S. peut espérer au mieux conserver le même budget que cette année. Ce qui signifie, inévitablement, des programmes supprimés, du personnel licencié.

Face à cette menace, les « contractuels » de l'I.N.A.G. ne demandent pas d'être « fonctionnarisés ». Ils demandent d'abord que leur soit reconnue une qualification qui facilite leur reclassement ultérieur. En même temps, ils demandent une réglementation de leurs salaires calquée sur la grille des salaires du C.N.R.S., afin que celui-ci ne soit plus, comme c'est le cas actuellement, le seul « fait du prince » ce qui aboutit à des disparités de 1 à 10. Ils demandent enfin un préavis de 3 mois et une indemnité égale à 1 mois de salaire par année de présence. Par-delà ces revendications immédiates, les grévistes demandaient également que soient créés des postes qui permettent d'intégrer progressivement « sous statut » ceux d'entre eux qui, en fait, exercent dans un laboratoire une fonction permanente qui n'est plus liée à telle ou telle opération.

Fin de non-recevoir

Ces revendications ne sont pas nouvelles. L'an dernier déjà une commission de travail englobant des représentants élus du personnel avait établi un premier projet de règlement de l'emploi des techniciens sur convention C.N.E.S. Un premier conflit éclate en novembre 68, parce que l'administration de l'I.N.A.G. juge ce projet irrecevable. Finalement, le directeur de l'I.N.A.G., M. Denisse, s'engage à discuter ce projet et propose, en attendant, de ne reconduire les contrats que jusqu'au 1^{er} juillet 1969, après quoi, il promet « un changement ». Mais le 7 mai dernier, il avise les techniciens concernés que leurs contrats seront reconduits jusqu'à la fin de l'année, et qu'aucune modification n'est concevable. Devant ce désaveu de ses propres engagements et son refus de discuter, les contractuels soutenus par les chercheurs envoient un ultimatum à M. Denisse. Le 19 mai, la

grève est déclenchée. A l'issue de leur dure discussion du 13 juin, les grévistes n'ont pas obtenu un nouveau règlement de leur emploi. Le système des contrats demeure. Ils ont tout de même arraché trois avantages qui entreront en vigueur le 1^{er} septembre : leur qualification figurera sur le contrat, et une lettre jointe (sans valeur officielle) indiquera leur position dans la grille des salaires du C.N.R.S. ; ils auront un préavis de trois mois, mais pas d'indemnité ; enfin une commission paritaire contrôlera les conditions de recrutement et réglera les litiges. Aucun poste n'est créé pour intégrer ces techniciens, mais le ministre de la Recherche doit recevoir les contractuels entre le 5 et le 15 juillet pour discuter de ce problème. C'est sur cette demi-victoire que le lundi 16 les contractuels ont arrêté la grève.

L'insécurité érigée en principe

Le gouvernement n'a pas cédé sur l'essentiel : la suppression du système des contrats. Pour sa défense, il objecte la mobilité nécessaire au dynamisme de la recherche, et même il vante les vertus stimulantes de l'insécurité de l'emploi. A quoi chercheurs et techniciens rétorquent que le dynamisme ne saurait être fondé sur le chantage au chômage, et que la mobilité ne doit pas être fonction de l'arbitraire politique ou de l'intérêt momentané de telle industrie. La mobilité, dont ils reconnaissent la nécessité, doit être organisée dans un cadre permanent, par les travailleurs de la recherche eux-mêmes. C'est la seule structure qui permette de concilier la mobilité et le recyclage indispensable à la recherche, avec une garantie d'emploi.

Refus du contrôle des travailleurs

Ce problème, c'est la première fois qu'il est nettement posé. Et c'est ce qui explique que, si résolus soient-ils, les grévistes de l'I.N.A.G. n'aient pu obtenir la suppression du système des contrats et son remplacement par un nouveau règlement de l'emploi.

Qu'ils s'obstinent dans leur grève, le directeur du C.N.E.S. s'en moque : « Si la grève continue, dit-il, nous confierons à Matra l'entière réalisation du satellite D2 » (retardée par la grève). Le choix gouvernemental est clair : plutôt que d'accepter le contrôle des travailleurs de la recherche sur leurs conditions de travail, le gouvernement préfère confier la recherche à l'industrie privée. □

Des corbeaux ou des loups

Michel de la Fournière

Cela s'est passé en France, et en 1969. Pour la grande presse, l'affaire est maintenant classée : des ragots, des bobards, et les Orléanais qui s'y sont laissés prendre sont des imbéciles.

Un fait divers

Rappelons les faits. Vers le milieu du mois de mai, des bruits commencent à courir à Orléans selon lesquels des commerçants de la ville se livreraient à la traite des blanches ; à une vitesse incroyable, la rumeur se répand dans tous les milieux (pour la technique, voir le *Barbier de Séville*, acte 2). On ajoute qu'il y a des complices haut placés, que le scandale sera énorme. Les accusés commencent à recevoir des coups de téléphone de menace, des lettres anonymes. Un jour, une manifestation hostile d'une centaine de personnes se groupe devant l'un des magasins, parlant de tout casser ; un témoin entend même parler de mitraillettes. Les intéressés, dont le chiffre d'affaires est tombé à rien, portent plainte contre X. Mais la police nage, n'ayant même pas un tract à se mettre sous la dent, tout s'étant passé de bouche à oreille. Et puis qui peut avoir intérêt à une telle diffamation ?

Une histoire de racisme

Et voici qu'on réalise brusquement que les six commerçants visés sont juifs. Balayée l'hypothèse du canular, ou d'un vulgaire corbeau ; ce n'est plus Clochemerle, c'est Nuremberg, et la contre-offensive s'organise. Le « Conseil représentatif des Juifs de France » écrit au préfet demandant qu'on recherche activement les coupables, de nombreuses associations protestent contre ces agissements nazis, et le dimanche 8 juin, trois cents personnes se retrouvent à la Maison de la Culture et constituent, sous la présidence de l'écrivain Louis Guilloux, un « Comité contre la diffamation » qui publie un manifeste : « La puissance de la diffamation est immense. Accuser l'éternelle sottise ne suffit pas. »

La section locale du P.S.U. s'associe immédiatement à l'action de ce Comité ; un registre est ouvert : un millier de personnes signent en quelques jours. « Ils n'oseront plus recommencer », dit-on ; « voyez, toute la ville est indignée ». Voilà pour le fait divers, le scénario. Peut-on maintenant réfléchir un brin ?

Orléans, ville-test

1° Contrairement à ce qu'on pourrait penser d'après cette histoire, Orléans n'est pas une ville du XV^e siècle ; c'est une agglomération de 150 000 habitants, en forte expansion. Elle a voté non au référendum, et si Pompidou y a la majorité, Michel Rocard a obtenu près de 9 % des voix dans certains bureaux de vote. Elle est même considérée comme une ville-test par les instituts de sondage et les organismes de prévision économique. Des sociologues anglais l'étudient au microscope depuis plus d'un an, afin de décrire la France de 1970. Ce qui s'y est passé aurait donc pu éclater dans beaucoup d'autres villes, et on en a vu l'amorce à Tours et au Mans.

Antisémitisme pas mort

2° Ce qui prouve que le vieil antisémitisme n'est pas si mort que ça. Un bon prétexte, une progression bien dosée, et la calomnie rencontre encore un terrain propice dans l'arrière-boutique d'une certaine « tradition nationale ». Le plus grave dans cette affaire est qu'elle ait en partie réussi, puisqu'elle a trouvé audience. Le venin est lui-même un mélange : haine de ces magasins de mode, de ces jeunes qui les fréquentent, de ces juifs rapatriés d'Algérie qui ont pris des places, tout cela compte dans une ville où les volets se ferment vite et où celui qui reçoit un Arabe chez soi est vite considéré comme un pestiféré.

Qui est-ce ?

3° Qui est-ce ? Il y a des individus qui ont décidé froidement de calomnier, peut-être pour ruiner des concurrents, beaucoup plus certainement pour voir « ce que ça donnerait ». Mais la bande ne se montre pas. A-t-elle voulu réveiller le vieux monstre ? « Mentez, mentez, il en restera toujours quelque chose. »

Il faut être lucide : en France, les machinations antisémites ont toujours précédé ou accompagné des tentatives politiques fascistes. Les hommes de main sont là : voici un an, le 7 juin 1968, la cité universitaire d'Orléans a été attaquée par des hommes armés ; aujourd'hui, c'est par téléphone qu'on agit ; demain...

Nous posons donc la question : cette affaire, grotesque en apparence, est-elle un ballon d'essai avant quelques grandes manœuvres ? Car « le ventre est encore fécond dont est sortie la chose immonde ». □

LIBRAIRIE T.S. (ouverte de 9 h à 19 h sans interruption ; le samedi, de 9 h à 12 h)

EDITIONS DU SEUIL

- LES COMMUNISTES FRANÇAIS, d'Annie Kriegel 7,50 F
- LA C.G.T., d'André Barjonet 4,50 F
- INTRODUCTION A UNE POLITIQUE DE L'HOMME, d'Edgar Morin 4,50 F
- HISTOIRE DE LA REVOLUTION RUSSE de Léon Trotsky (2 tomes) 19,00 F
- LA CRISE DU FRANC, de V. Volcouve 6,00 F
- LE P.S.U., de Michel Rocard 4,50 F

EDITIONS MASPERO

- A.B.C. DU COMMUNISME (2 tomes), de Boukharine 12,30 F
- PLANIFICATION ET CROISSANCE ACCELEREE, de Ch. Bettelheim 6,15 F
- LE PILLAGE DU TIERS MONDE, de Pierre Jalée 6,15 F
- ROSA LUXEMBURG : Œuvres 1 et 2 (2 tomes) 12,30 F
- DEMOCRATIE ET CONSEILS OUVRIERS, de M. Adler 9,90 F

EDITIONS ANTHROPOS

- L'IRRUPTION DE NANTERRE AU SOMMET, d'H. Lefebvre 15,40 F
- L'ECONOMIE MONDIALE ET L'IMPERIALISME, de N. Boukharine 15,00 F

CENTRE D'ETUDES SOCIALISTES

- LES PROBLEMES DE LA PLANIFICATION SOCIALISTE 12,00 F

EDITIONS PLOIN

- J'EN APPELE A 100.000 HOMMES, de Jean Coin 18,00 F



**LIBRAIRIE
TRIBUNE SOCIALISTE
54, boulevard Garibaldi
Paris-15° C.C.P. 58 26 65**

vacances en montagne en juillet

URGENT : 2 places restent disponibles dans un petit groupe d'enfants de 8 à 11 ans.

Pour tout renseignement, téléphoner le soir au 926-05-06 à Chaville (92)

Donner à la gestion sa dimension politique

Albert Rousselles

Créée à l'initiative de l'U.N.E.F., en juillet 1948, la Mutuelle Nationale des Etudiants de France a tenu son 21^e Congrès à Lyon les 24, 25 et 26 mai 1969.

La M.N.E.F. devait gérer la Sécurité sociale étudiante et fournir quelques prestations complémentaires.

Cette gestion « étudiante » de la Sécurité sociale, et particulièrement depuis les ordonnances d'août 67, ne présente en elle-même aucun intérêt. Voire même elle peut apparaître comme une caution apportée au pouvoir bourgeois, puisque, alors que sa mainmise est totale sur le régime général de Sécurité sociale, la gestion « étudiante » est laissée à la M.N.E.F. ! Cependant, cette gestion est la condition nécessaire pour l'existence d'un deuxième secteur dépassant à la fois la « gestion étudiante » de la Sécurité sociale et les activités mutualistes traditionnelles.

En effet, la gestion étudiante de la M.N.E.F. peut se concevoir de deux façons bien distinctes :

1^o Il s'agit de connaître les besoins objectifs du milieu étudiant, par exemple en matière d'Hygiène mentale ; une fois ces besoins connus, la M.N.E.F. ouvre des Bureaux d'Aide Psychologique et Sociale nécessaires à satisfaire ces besoins. Le Mouvement étudiant se substituerait au gouvernement bourgeois pour pallier ses carences.

2^o L'U.N.E.F. dans son 57^e Congrès décidait de poursuivre la gestion étudiante de la M.N.E.F. Elle décidait que certains de ses militants y seraient délégués, et bien entendu, pas pour fournir dans un but charitable, ce que le capitalisme ne leur fournissait pas. « Notre but, dira le rapport Moral présenté au 21^e Congrès de la M.N.E.F. par P. Bauby, Président sortant, n'est pas de fournir des B.A.P.U. pour que ceux-ci puissent rapidement intégrer les étudiants malades de l'Université et de la société, notre but est de fournir les moyens pour que l'étudiant (non pas isolé mais dans le cadre du Mouvement, l'U.N.E.F.) puisse mettre en cause l'origine de sa maladie et le rôle même de la médecine (et le secteur santé) qui veut le « soigner » (entendez remettre sur pied le plus rapidement possible). D'ailleurs, en admettant

même que nous prenions pour nous le rôle des organisations confessionnelles ou des Rockefeller charitables, c'est-à-dire rendre service aux pauvres étudiants, nous ne posséderions peut-être même pas suffisamment des moyens financiers... Dans cette optique palliatrice, nous ne réussirons qu'à relever une œuvre pilote. Œuvre qui servirait de guide à la bourgeoisie généreuse qui fournirait les moyens de faire une belle façade, une belle vitrine, qui n'entrerait pas elle-même dans la lutte.

C'est pourquoi notre objectif n'est pas non plus de réaliser la vitrine du capitalisme, utile et exemplaire, mais de considérer le secteur A.S.S. (Action Sanitaire et Sociale) dans son ensemble comme expérimental et support d'intervention politique dans le secteur de la santé, et sur le problème de la santé. Si à ce rôle on peut y joindre le rôle d'aide aux étudiants nous le joignons, mais en comprenant quel est notre objectif principal et quelle peut être la conclusion secondaire. Nous savons

que le secteur A.S.S. est expérimental, ceci implique un certain nombre de conséquences ;

— qu'il faut considérer ses réalisations comme non définitives, il faut les considérer comme opératoires (au sens militant du terme) et donc comme transitoires ;

— qu'il faut leur garder un caractère dénué de toute « industrialisation », de toute compétitivité. Ce qui veut dire que lorsque le B.A.P.U., par exemple, dépasse un nombre donné de « clients », il cesse de jouer un rôle expérimental pour jouer le rôle des rares dispensaires étatiques, c'est-à-dire qu'il devient une machine à remettre dans le circuit le plus d'étudiants possible.

C'est cette conception qui donne une véritable dimension politique à la gestion étudiante de la M.N.E.F., par le mouvement étudiant.

Certes, ce Congrès n'a pas réglé tous les problèmes, mais il a réussi à poser les problèmes principaux, en particulier celui de la transformation de la M.N.E.F. en une arme du mouvement étudiant œuvrant dans les luttes anticapitalistes et anti-impérialistes dans le secteur de la santé, secteur où les contradictions du système sont extrêmement apparentes.

Ainsi donc, à partir de ses œuvres expérimentales et des théorisations qu'on peut y tirer, en les joignant à la lutte contre la médecine de classe, un des piliers du capitalisme, la M.N.E.F. jouera son rôle de creuset de réflexions pour le mouvement étudiant et œuvrera pour son unification dans le secteur de la santé.

La M.N.E.F. a pris un nouveau départ. □

Ecole de formation régionale entreprise

Le samedi 28 juin, à 14 heures, au siège du parti, 81, rue Mademoiselle, Paris 15^e, les sections d'entreprises de la région parisienne organisent une

séance de formation des sections d'entreprises

avec à l'ordre du jour :

— le vrai visage du prolétariat en France, sa base sociale ;

— où passent les affrontements de classe dans l'entreprise.

La préparation de ce stage est assurée par la section d'Ugine Kuhlman (Hauts-de-Seine).

Renseignements et inscriptions : Commission Nationale Entreprises du P.S.U., 81, rue Mademoiselle, Paris 15^e.

Cahier de formation

La fédération du Rhône vient d'éditionner un cahier de formation, série « initiation à l'économie », sur l'analyse du capitalisme.

Le cahier est disponible à Tribune Socialiste, C.C.P. 58 26 65, Paris.

Prix : 1,50 franc l'exemplaire.

Le premier cahier de formation « introduction au marxisme » est toujours disponible au même prix.

Souscription Nationale

Les sommes collectées par les militants et les sympathisants dans le cadre de la souscription lancée par le Parti pour couvrir les frais de la campagne, commencent à arriver au Siège du Parti. Cette semaine plus de 32.000 F sont arrivés, portant le montant total encaissé à 62.000 F. Rappelons cependant que les dépenses engagées se montent à 300.000 F.

C'est pourquoi nous reproduisons de nouveau l'appel du Trésorier National.

Ces dépenses concernent, pour l'essentiel (plus de 200.000 F), les frais d'impression des tracts, affiches, journaux, bons de soutien et cartes des Comités Mai 1969.

Le fait de n'avoir pas atteint les 5 % nous prive d'une recette supplémentaire de 100.000 F qui est versée par l'Etat à tous les candidats ayant atteint ce pourcentage.

Il convient de relancer avec le maximum de vigueur la *Souscription nationale* pendant que l'opinion est encore sensibilisée par la campagne de Michel Rocard. Il faut accélérer les versements. Le Bureau national du P.S.U. demande à tous les militants du Parti, à tous les sympathisants du courant socialiste, à tous les lecteurs de *Tribune Socialiste* qui sont en possession de fonds collectés pendant la campagne de les verser directement :

— soit par C.C.P. : P.S.U. - 14-020-44-Paris ;

— soit par mandat à l'ordre du P.S.U. ;

— soit par chèque bancaire.

Le Bureau national du P.S.U. insiste vivement auprès de chacun sur l'importance qu'il faut accorder à ce problème. C'est un effort à la portée de chacun.

Chaque sympathisant du courant socialiste doit collecter 20 francs.

Les sections du Parti, les groupes de sympathisants, les Comités Mai 1969 vont faire connaître aux électeurs leurs appréciations sur les résultats du premier tour et leur indiquer leur position pour le deuxième tour. Ils le feront par tracts, journaux et bulletins, communiqués de presse et affiches. Ils s'adresseront à tous ceux qui ont voté pour Michel Rocard en leur demandant de nous fournir les moyens matériels et financiers nécessaires à la poursuite du combat. Ils insisteront sur la nécessité et l'importance d'une telle aide.

Le Bureau national du P.S.U. compte sur tous pour que cette tâche soit menée à bien et le plus rapidement possible.

Bon courage !

Daniel Frachon

Les leçons d'un scrutin

Gilbert Hercet

Les lampions électoraux sont éteints, et d'autres luttent pour attirer désormais notre attention prioritaire. Mais il n'est pas inutile de revenir une fois encore sur les résultats, en envisageant globalement les résultats des 1^{er} et 15 juin, car ils ne sont pas absents d'enseignements pour l'avenir.

Premier tour : des changements significatifs

Christian Guerche a déjà dit dans nos deux précédents numéros ce qu'il faut surtout retenir des résultats du candidat du « courant socialiste », et il n'est pas nécessaire d'y revenir.

Il n'est en revanche pas inutile de noter que, dans l'ensemble, ce premier tour a été marqué à la fois par une assez grande stabilité du corps électoral, mais aussi par des changements importants dans la structure des électors.

Stabilité au niveau des grandes masses, c'est surtout cela que la grande presse a relevé, et il est vrai que, l'échec de Gaston Defferre mis à part, les autres candidats retrouvent à peu près les pourcentages de leur « famille politique » d'origine : Pompidou le nombre habituel des électeurs gaullistes, Duclos celui des communistes, Poher celui des centristes (ce dernier totalisant un pourcentage de suffrages à peine supérieur à l'addition des voix Lecanuet + Marcihacy + Tixier-Vignancour de 1965).

Mais cette stabilité apparente cache en fait des changements importants, car il faut aussi tenir compte des transferts de voix d'une famille politique vers une autre, transferts compensés par des transferts en sens inverse.

La place manque ici pour entrer trop avant dans le détail. On peut toutefois avancer les éléments suivants :

● Par rapport au général de Gaulle (le 5 décembre 1965), Georges Pompidou a perdu, le 1^{er} juin, un pourcentage appréciable de suffrages dans des régions considérées comme favorables au gaullisme, en particulier dans le Nord et dans l'Est de la France. Ainsi, Pompidou recueille-t-il 59,8 % des suffrages exprimés dans le Bas-Rhin (contre 63,6 % au général de Gaulle), 57,4 % dans le Haut-Rhin (contre 59,1 %), 50,8 % dans la Moselle (contre 63,2 %), 43,9 % dans la Meurthe-et-Moselle (contre 48,7 %), 42,6 % dans le Nord (contre 48 %), 39,2 % dans le Pas-de-Calais (contre 44,7 %). Dans un certain nombre de cas, et notamment dans la région Nord, ce sont des voix ouvrières qui manquent cette fois-ci à Pompidou. Ces voix ouvrières attirées par de Gaulle, sont allées le 1^{er} juin 1969 vers d'autres candidats ou vers l'abstention.

● Toujours par rapport au général de Gaulle, Georges Pompidou en revanche gagne des pourcentages appréciables d'électeurs dans des régions où l'influence du centrisme et de la gauche modérée est ancienne et importante, comme dans la Nièvre : 35,5 % des suffrages exprimés en faveur de Pompidou (contre 32,2 % pour le général de Gaulle), la Mayenne : 53,1 % (contre 49,9 %), et surtout dans des départements situés au sud de la Loire : le Lot 47,6 % (contre 39,2 %), le Lot-et-Garonne : 36,7 % (contre 31,3 %), l'Hérault : 39,6 % (contre 31,2 %), l'Ariège : 37,5 % (contre 34,2 %), et même le Gers : 34,7 % (contre 26,9 %), le Vars : 40,6 % (contre 39,3 %) ou le Vaucluse : 34,6 % (contre 32,3 %).

RESULTATS DE LA METROPOLE

	15 JUIN 1969			1 ^{er} JUIN 1969			
	Inscrits	Votants	Abstentions	Inscrits	Votants	Abstentions	
Inscrits	28.747.988	19.851.728	8.896.260 (30,94 %)	28.775.876	22.500.644	6.275.232 (21,80 %)	
Votants			1.294.629 (4,50 %)			289.922 (1 %)	
Abstentions			18.557.099 (64,55 %)			22.210.722 (77,18 %)	
Blancs ou nuls							
Suffrages exprimés							
		Voix obtenues	% suf. ex.	% ins.	Voix obtenues	% suf. ex.	% ins.
MM. G. POMPIDOU		10.696.498	57,58	37,17	9.763.428	43,95	33,92
A. POHER		7.870.601	42,41	27,37	5.202.271	23,42	18,07
DUCLOS		—	—	—	4.781.838	21,52	16,61
DEFFERRE		—	—	—	1.128.049	5,07	3,92
ROCARD		—	—	—	814.053	3,66	2,82
DUCATEL		—	—	—	284.820	1,28	0,98
KRIVINE		—	—	—	236.263	1,06	0,82

On voit donc que l'évolution déjà notée à propos du référendum se vérifie à nouveau. Le « gaullisme » perd du terrain, notamment en milieu ouvrier, dans les régions qui lui sont le plus favorables, mais progresse insensiblement dans des zones où il était faible jusqu'alors, notamment dans le Midi.

● La majeure partie de l'électorat de Marcihacy et Tixier-Vi-

gnancour (notamment en Charente et sur la Côte d'Azur) s'est portée cette fois-ci dès le premier tour sur le nom de Georges Pompidou. Si Alain Poher progresse donc par rapport à Jean Lecanuet, cela est dû surtout à des voix de gauche, P.C., voire P.S.U., mais surtout S.F.I.O. Cela est particulièrement net dans certains « fiefs » socialistes, qui ont dès le premier tour « largué » Defferre et voté pour Poher. Les meilleurs exemples sont ceux des villes dont les maires sont pourtant... Guy Mollet et Gaston Defferre : Arras et Marseille !

Sur le plan sociologique une enquête de la SOFRES (Société française d'enquêtes par sondages) permet de mieux connaître la structure de chacun des électors du premier tour. Le tableau qui suit permet de connaître leur répartition interne :

Qui a voté pour qui ?

	SUR 100 SUFFRAGES EXPRIMES						
	DUCLOS	ROCARD	DEFFERRE	POHER	POMPIDOU	KRIVINE	DUCATEL
TOTAL	21	4	6	24	43	1	1
SEXE							
— Homme	26	3	7	22	40	1	1
— Femme	15	4	6	26	48	—	1
AGE							
— 21 à 34 ans	20	7	7	24	40	1	1
— 35 à 49 ans	21	4	7	24	43	—	1
— 50 ans et plus	23	2	6	23	45	—	1
CATEGORIE SOCIO-PROFES- SIONNELLE DU CHEF DE FA- MILLE							
— Agriculteur	10	—	6	35	49	—	—
— Petit commerçant, artisan	14	—	6	33	43	—	4
— Industriel, cadre supérieur, profession libérale, gros commerçant	8	6	6	19	58	3	—
— Cadre moyen et autres	15	8	8	27	40	1	1
— Ouvrier, personnel de service	33	6	7	19	33	1	1
— Inactif	23	2	7	19	48	—	1

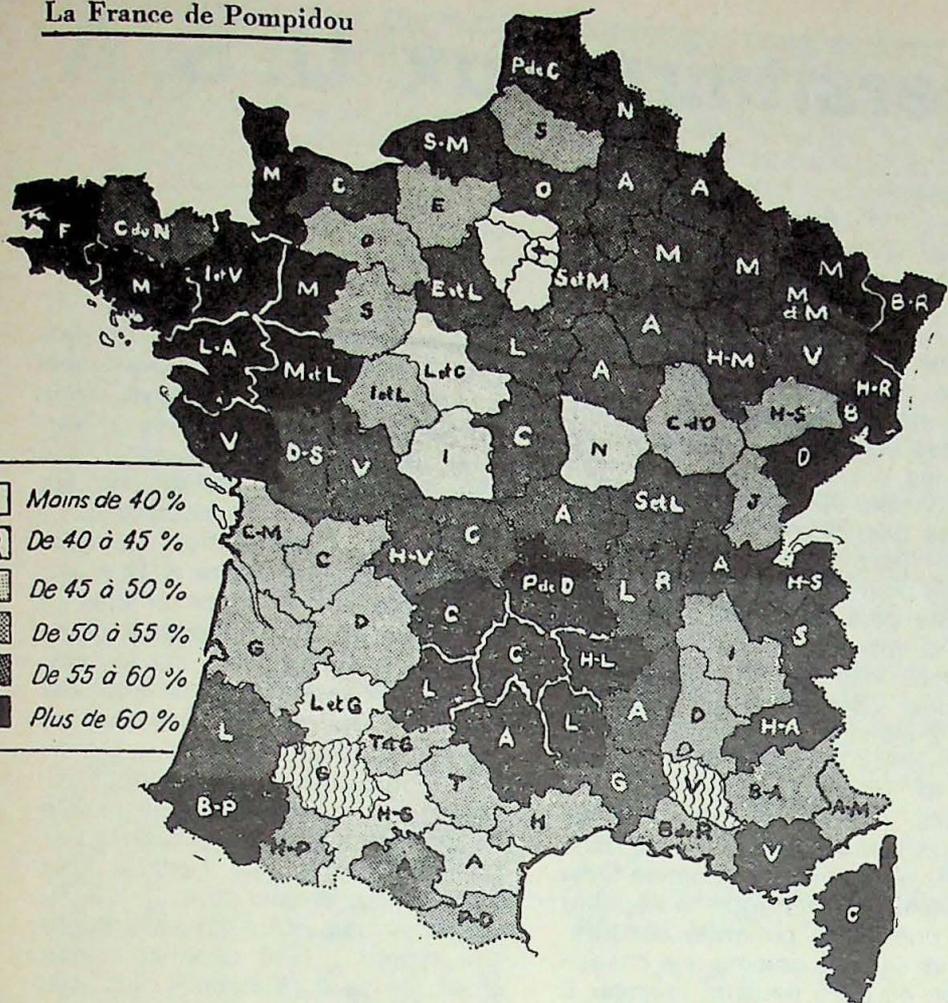
Précisons dès l'abord, étant donné le faible nombre de leurs représentants compris dans l'échantillon de la SOFRES, que les résultats pour les électeurs de Rocard, Krivine et Ducatel sont donnés surtout à titre indicatif. Il est néanmoins intéressant de constater, car cela semble être recoupé par d'autres enquêtes, que l'électorat de Michel Rocard pourrait être à majorité féminine (tout comme la structure de la population), ce qui serait entièrement nouveau à gauche.

On voit aussi l'importance des personnes âgées dans l'électorat de Georges Pompidou. Celui-ci par ailleurs recueille l'addition de moins d'ouvriers, mais de plus d'« inactifs » (retraités, ménagères) que le général de Gaulle en 1965.

Deuxième tour : transferts et abstentions

Le tableau des résultats nous montre ce que sont les chiffres bruts. Avant d'en esquisser un rapide commentaire, il convient à

propos des abstentions de stigmatiser les méthodes d'une certaine presse « bourgeoise ». Notre éminent confrère France-Soir publie en effet, dans son numéro daté du 17 juin, un article de l'éminent spécialiste Serge Maffert, dans lequel celui-ci n'hésite pas à écrire : « Au premier tour, le 1^{er} juin, le total des abstentions représentait 22,41 %. La progression des huit points de l'abstentionnisme représente environ la moitié de l'électorat de M. Jacques Duclos (...). Ainsi, un électeur communiste sur deux a voté pour M. Poher, tandis que l'autre obéissait aux consignes d'abstention du P.C.F. » Dans le même numéro, France-Soir publie des extraits d'un article de Marcel Gabbilly, provenant du Figaro, et qui sont de la même veine (il est d'ailleurs surprenant de constater que certains des passages reproduits par France-Soir... ne figurent pas en fait dans l'article du Figaro...). Venant d'un journal qui publie en exclusivité des sondages scientifi-



ques d'opinion, le procédé, tout simplement malhonnête, aurait de quoi surprendre si l'on n'était désormais habitué aux truquages et aux manipulations hélas devenues courantes en la matière.

Alors, il faut rappeler, une fois encore, ce que tous les spécialistes savent bien désormais, et que **France-Soir** souhaite ignorer : il y a **toujours**, dans toute élection, une partie des abstentionnistes du premier tour qui votent au second tour. Alain Lancelot l'a montré dans sa thèse sur « l'Abstentionnisme électoral ». Le phénomène est constant et connu. Il est donc malhonnête de comparer l'abstention du second tour avec l'abstention globale du premier tour.

Des premiers calculs de régression effectués indiquent que 3 à 6 % des électeurs qui s'étaient abstenus au premier tour ont voté au second. Si l'on prend le chiffre le plus bas (3 %), c'est-à-dire le moins favorable pour prouver le succès de l'abstention politique au second tour, on peut faire les constatations suivantes :

- Il y avait au 1^{er} tour 21,8 % d'abstentions et 1 % de bulletins nuls, soit 22,8 %. Si 3 % ont voté au second tour, il reste 19,8 % d'abstentionnistes invétérés à cette élection présidentielle.

- L'abstention au deuxième tour a été de 30,94 %, les bulletins nuls de 4,50 %, soit 35,44 %. La différence indique qu'il y a **15,64 %** d'abstentionnistes nouveaux, pour des raisons politiques au second tour.

- J. Duclos, M. Rocard et A. Krivine ayant à eux trois totalisé le 1^{er} juin 20,94 % des suffrages par rapport aux électeurs inscrits, on peut estimer que **les trois quarts**

de leur électorat ont suivi les consignes qui leur étaient données pour le second tour.

L'analyse géographique semble indiquer par ailleurs que les abstentionnistes du premier tour qui ont voté au second se sont portés surtout sur Pompidou.

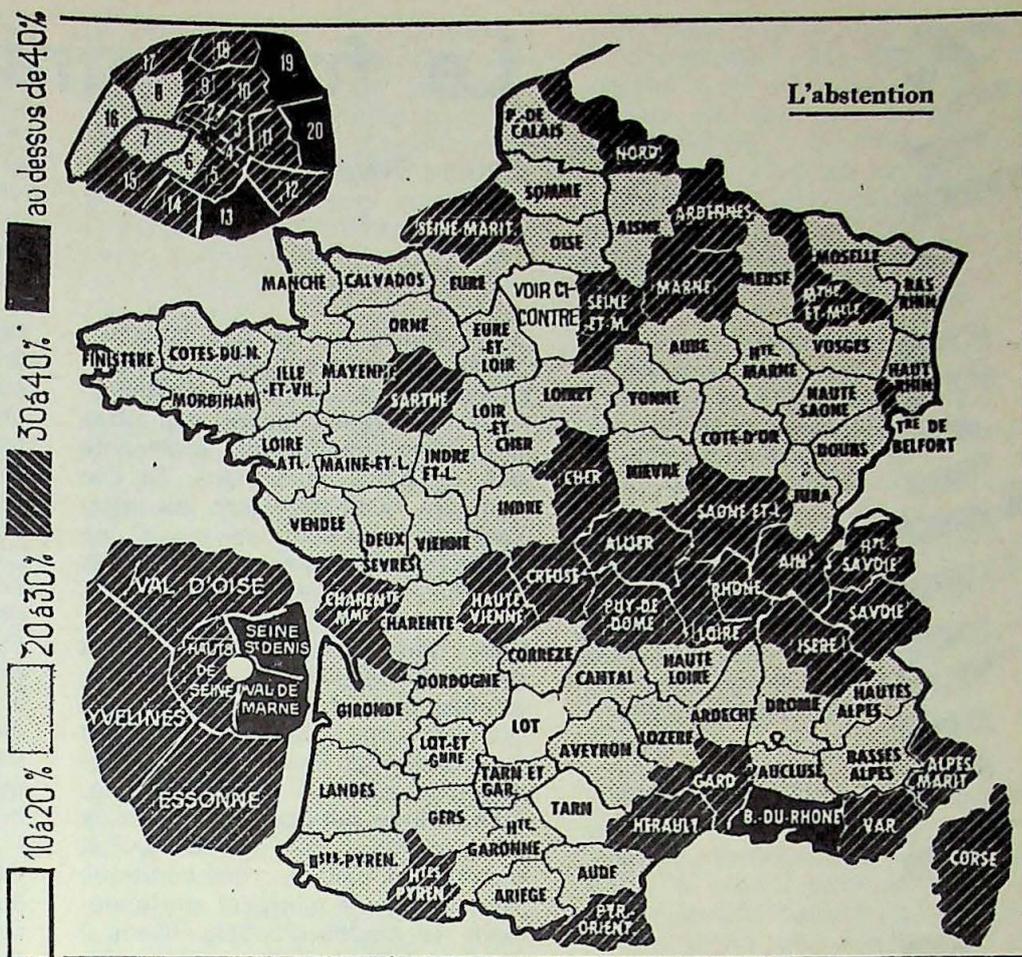
Enfin, les calculs de régression indiquent que la grande majorité des électeurs de gauche qui ont participé au scrutin le 15 juin ont voté pour Poher, une petite minorité d'entre eux (10 % des électeurs de Duclos, 15 % des électeurs de Rocard, avance-t-on) ayant cependant préféré Pompidou.

Pompidou, c'est la droite

La carte de « la France de Pompidou », d'où ressortent les trois pôles de l'Ouest, de l'Est et du Massif Central, c'est la carte de la droite depuis le début de ce siècle.

Mais il y a aussi une extension géographique dans le Midi, où le phénomène noté en juin 1968, en avril 1969 et au premier tour de juin 1969 s'amplifie : tout en y étant encore minoritaire, le « gaullisme » et désormais le « pompidolisme » s'installent de plus en plus dans l'Ariège, les Pyrénées-Orientales, les Hautes et Basses-Pyrénées, le Var, les Bouches-du-Rhône, le Vaucluse, l'Ariège.

Sur le plan sociologique, des enquêtes de l'IFOP (Institut français d'opinion publique) permettaient de situer l'électorat de Georges Pompidou, et de le comparer à celui de de Gaulle en 1965. Les pourcentages ne tiennent pas compte de l'abstention, mais seulement des personnes qui se prononcent : ainsi pour l'IFOP, 47 % des ouvriers qui se prononcent votent pour Pompidou (et donc 53 % pour Poher), mais aucune indication n'est don-



née sur les ouvriers qui s'abstiennent.

Sur 100 personnes qui se prononcent Avaient l'intention de voter pour :	Pompidou (IFOP-5.6.69)	De Gaulle (19.12.65)
	%	%
ENSEMBLE	57	55
SEXE		
Hommes	54	48
Femmes	60	62
AGE		
21-34 ans	57	49
35-49 ans	49	54
50-64 ans	58	55
65 ans et plus	69	64
PROFESSIONS		
Agriculteurs	50	60
Commerçants, industriels, cadre sup., professions libérales	63	67
Employés	63	53
Ouvriers	47	45
Inactifs	69	60
HABITAT		
Communes rurales	51	58
Moins de 20.000 habitants	68	50
20.000 à 100.000 habitants	63	50
Plus de 100.000 habitants	57	55
Aggl. parisienne	59	53

On voit que l'électorat de Pompidou tout comme celui de De Gaulle est à majorité féminine. Il recrute plus largement en milieu jeune et en milieu âgé, et moins dans l'âge « intermédiaire ». Pompidou fait nettement moins bien que de Gaulle chez les agriculteurs, les commerçants et industriels. Il fait bien mieux en revanche chez les employés et les inactifs (retraités et ménagères).

Au total, on est en présence d'un scrutin sans grande surprise. La France « bouge », elle bouge lentement, mais cela se sent un peu

mieux à travers chaque consultation. Il serait du reste anormal qu'il en fût autrement. Les élections, nous le savons bien, ne font que traduire des mouvements qui se produisent avant tout ailleurs. Il reste donc à préparer les mouvements qui permettront que la France se mette à « bouger » un peu plus vite, et si possible... dans un autre sens ! □



Erratum

Dans le tableau des villes de plus de 10.000 habitants, que nous avons publié la semaine dernière, nous avons signalé que Michel Rocard obtenait à Sceaux 6,60 % des suffrages exprimés. Nous nous excusons de cette erreur, c'est en réalité 8,36 % des suffrages exprimés qui se sont portés sur le nom de notre camarade.

Le front universitaire aux U. S. A.

Louis Revard

La multiplication des commissions d'enquête sur les « troubles » universitaires traduit l'élargissement et la radicalisation des luttes que mène une fraction croissante des étudiants américains. Si l'on compare qualitativement les interventions au combat dans lequel une petite minorité d'entre eux s'était engagée dans les années 64-65, l'évidence d'une mutation s'impose. Les deux objectifs principaux d'alors (le retrait des troupes américaines du Vietnam et la campagne pour les droits civils) se situaient à l'intérieur du système et ne menaçaient en rien la base socio-économique qui était à l'origine de ces problèmes ; il s'agissait en fait d'une opposition démocratique dont la nature marquait profondément les modes d'action utilisés à l'époque (débat politiques dans les « sit-ins » ; manifestations pacifiques ; travail, l'été, auprès des Noirs consistant à leur expliquer les modalités d'inscription sur les registres électoraux dans le Sud, ou à les amener à demander les prestations sociales auxquelles ils avaient droit dans le cas des habitants des ghettos du Nord).

De nouvelles pratiques

Les luttes conduites depuis un an environ ont rompu totalement avec ce genre de pratique ; la critique s'est faite plus corrosive, révolutionnaire dans ses objectifs sinon dans toutes analyses et toutes ses actions ; ce n'est plus la simple intervention militaire des Etats-Unis mais les conditions socio-économiques qui la rendent possible ; il s'agit maintenant de dénoncer sa nature impérialiste et dans l'immédiat de s'attaquer à l'influence des militaires au sein du pays, notamment en milieu universitaire, et pour cela trois objectifs ont été choisis : supprimer partout où cela était possible les cours pour officiers de réserve (Reserve Officers Training Corps) qui constituent une officine de l'armée sur les campus. C'était l'origine de l'occupation de bâtiments administratifs de l'université de Harvard où de tels cours ont été abolis ainsi que dans un certain nombre de grandes universités (Yale, Stanford, Cornell).

Il est bien connu que les universités américaines sont liées par un autre fil aux autorités militaires : celui des contrats de recherche. On estime à 1,1 milliard de dollars le montant des fonds payés par le gouvernement fédéral aux universités pour financer la recherche militaire, atomique, ou spatiale et comme le déclare le secrétaire de l'armée de l'air R.C. Seamans : « Nous

ne pouvons fournir à la défense les armes nécessaires sans le concours des laboratoires de recherche des universités. » Mais, en retour, les universités qui ont signé ces contrats éprouveraient des difficultés financières s'ils étaient annulés. Néanmoins, c'est ce qui s'est produit pour les programmes de recherche plus ou moins secrets et pour la totalité des contrats dans certaines des universités les plus connues (Stanford qui recevait ainsi 2 millions de dollars de l'armée ; le M.I.T. ; l'American University of Washington). Les compagnies privées — surtout celles qui interviennent notoirement dans la guerre du Vietnam (comme Dow Chemicals qui fabrique le napalm) qui d'une façon générale considèrent les campus comme une chasse gardée où elles peuvent recruter à loisir — ont été harcelées.

réclamer l'entrée d'un nombre plus grand, et à la limite, proportionnel à la population noire du pays, d'étudiants de couleur dans les universités (à Cornell il n'y avait que 250 étudiants de couleur sur les 14 000 étudiants que compte cette université), l'instauration de programmes faisant place à l'histoire du peuple noir (« black studies ») ainsi que la reconnaissance d'une certaine « autonomie » sur le campus (organisation séparée pour les étudiants de couleur, création de Black Students Unions — syndicats d'étudiants noirs). On peut difficilement se faire une idée exacte du nombre d'étudiants touchés par ce mouvement : au Federal City College de Washington (à 90 % de Noirs mais qui n'est sans doute pas typique) 1/10 seulement des étudiants se sont inscrits pour ces cycles « d'études noires ».



A.F.P.

Le second axe des luttes s'est modifié dans des proportions identiques : des mouvements d'émancipation des Noirs (Black Panthers, R.A.M.) sont apparus avec force dans les universités et ont pris en main leur propre combat ; il est d'ailleurs significatif que les organisations plus anciennes comme le Student Nonviolent Coordination Committee soient en perte de vitesse ou éprouvent des sérieuses difficultés. Pour l'instant, à vrai dire, les revendications mises en avant n'ont pas de caractère « révolutionnaire » et se bornent à

Hors du ghetto universitaire

Mais le phénomène le plus important et le plus neuf reste la tentative de percée tentée par le mouvement étudiant hors du ghetto universitaire : par exemple l'« agitation » gagne maintenant les établissements secondaires (High Schools). Un travail de propagande en direction du contingent commence à s'effectuer. Il y aurait une cinquantaine de journaux clandestins publiés par des soldats ou avec

l'aide d'étudiants. Ainsi que l'écrit le « U.S. News and World Report » du 26 mai : « L'armée se trouve confrontée à un type de recrue extrêmement rare jusqu'alors dans la vie militaire américaine — à savoir des hommes qui refusent leur allégeance aux Etats-Unis et déclarent ne pas vouloir combattre pour leur pays. De tels cas sont un véritable casse-tête pour l'armée ; les officiers embarrassés déclarent que les renvoyer serait ouvrir la voie à une perte massive de recrues mais que les incorporer serait laisser pénétrer dans les rangs de l'armée de vigoureux agitateurs antimilitaristes. »

La jonction avec les travailleurs

Enfin, il s'amorce une jonction (encore symbolique) avec des luttes ouvrières et populaires. Récemment des étudiants ont apporté leur soutien à une grève déclenchée par un syndicat noir (les United Black Brothers) à l'usine Ford du New Jersey, dans le but d'imposer sa représentativité au

patronat. Un projet du S.D.S. pour cet été vise à prendre contact avec une fraction de la classe ouvrière en s'embauchant dans les usines. Au Federal City College de Washington, un travail d'alphabétisation de certains des habitants du ghetto a été entrepris et touche déjà un millier d'adultes. On peut noter aussi que la célèbre grève de l'université Columbia à New York avait pour but d'empêcher que l'un des rares espaces libres du ghetto de Harlem ne soit réquisitionné et enlevé à la population noire.

Outre cet élargissement du front des luttes on assiste, ce qui est normal, à un renforcement considérable des organisations étudiantes et surtout de la principale d'entre elles, le Students for a Democratic Society, qui, partie de quelques milliers d'adhérents, parvient maintenant à mobiliser une centaine de milliers d'étudiants sur tout le territoire des Etats-Unis, même si le chiffre des adhérents nationaux ne dépasse pas le chiffre des 6 000 (auquel il faut ajouter les 35 000 membres de sections locales affiliées au S.D.S.).

La presse contestatrice se multiplie elle aussi (la « Vieille Taupe »

publiée dans la région de Boston tire à 10 000 exemplaires) et parallèlement à ce renforcement numérique, le S.D.S. s'efforce de développer la conscience politique de ses militants ; Michael Klonsky, son président, déclarait au comité national du 30 mars dernier : « Notre tâche principale est de construire un mouvement marxiste-léniniste révolutionnaire » ; il est vrai que le S.D.S. est loin d'être léniniste, ne serait-ce que par le peu de cohésion de l'organisation qui comporte aussi bien des communistes, en petit nombre, qués des « gauchistes » les plus divers. Mais ce qui est le plus important c'est la capacité croissante du S.D.S. à diriger des luttes de masses : un meeting de soutien aux organisations noires, tenu à Cornell en avril dernier, rassemblait plusieurs milliers d'étudiants blancs, et selon l'expression du « U.S. News & World Report » : « C'était le S.D.S. qui menait l'« attaque » contre l'université de Columbia en 1968 et l'a obligée à fermer pendant plus d'une semaine. »

Comme il est logique, l'ampleur de l'offensive n'est pas sans modifier ses propres conditions de lutte.

D'un côté il se produit un certain « décrochage » des éléments « libéraux » et un isolement malgré l'appui de quelques enseignants progressistes ; à Harvard par exemple, ce n'est que par l'indignation devant la brutalité de la police venue déloger les 200 étudiants qui occupaient les bâtiments administratifs que les 3/4 des 15 000 étudiants se sont mis en grève. D'autre part, la menace de répression massive se précise et s'organise : pressions sur les autorités académiques pour qu'elles interviennent vigoureusement là où elles ne le font pas spontanément ; déclarations tonnantes du président Nixon ; projet de suppression des bourses aux étudiants et de subventions aux universités « perturbées » ; orchestration d'une campagne de presse faisant appel aux réflexes du contribuable et de l'homme d'ordre qu'est l'Américain moyen.

Devant ces risques, et plus fondamentalement pour que naisse une force politique capable de s'opposer à l'ordre capitaliste, il est urgent que le mouvement étudiant puisse briser son isolement. Les difficultés ne sont pas minces. □

Amérique latine : vers l'explosion

Henri Beley

Après l'échec, officiellement constaté, de l'« Alliance pour le Progrès » et la décision prise à Washington de diminuer le budget d'« aide » au développement et d'encourager plus que jamais les

investissements directs de capitaux U.S., les événements évoluent en Amérique latine avec une rapidité accrue. L'expropriation par le gouvernement péruvien de l'International Petroleum Co. a été accueillie

avec joie par toutes les tendances nationales latino-américaines. Dans ce continent en ébullition, l'arrivée d'un Rockefeller ne pouvait donc que déclencher la colère (comme le voyage analogue de Nixon en 1958). Et à travers des troubles en apparence étrangers à son périple (les émeutes ouvrières en Argentine, la reprise de la guérilla en Colombie, etc.), c'est le mythe du libéralisme réformiste qui, une fois de plus, vient de s'écrouler à l'occasion d'un événement conjoncturel.

Ce sont ces troubles (qui ont accompagné ou ponctué les deux premiers voyages de Rockefeller — du 14 mai au 4 juin) que nous résumons ci-après, jour après jour. Le seul exposé de quelques faits (la liste étant bien loin d'être complète) est en effet assez éloquent pour qu'on les laisse parler d'eux-mêmes.

En ce qui concerne la personnalité de Rockefeller, l'anecdote suivante l'illustre à merveille : à la suite de l'assassinat d'un étudiant par

la police au cours d'une manifestation de protestation contre son arrivée à Tegucigalpa (Honduras), Rockefeller a poussé le cynisme (un cynisme d'ailleurs tout à fait conforme à l'éthique de l'« American Way of Life »), jusqu'à offrir une bourse de 1.200 dollars pour l'étudiant qui prendrait la place de son camarade disparu...

La tournée de ce digne représentant de l'impérialisme U.S. n'est pas terminée. Du 16 au 25 juin et du 29 juin au 6 juillet, il lui reste encore une dizaine de pays à « visiter » (à supposer qu'on veuille bien le recevoir, car après le Venezuela et le Pérou, voici le Chili qui préfère se passer d'un tel honneur ! Et en Uruguay, la plupart des sénateurs se prononcent contre sa venue, tandis qu'un mot d'ordre de grève générale est lancé...). Au terme de ce voyage, nous donnerons un tableau des problèmes économiques et sociaux qui font de l'Amérique latine un continent en état préinsurrectionnel permanent. □



Agip

14 mai

● Nicaragua

Grève de protestation contre l'arrivée de Rockefeller suivie par 2.000 élèves du principal lycée de Managua.

● Uruguay

Recrudescence de l'agitation sociale.

15 mai

● Honduras

A l'arrivée du cortège Rockefeller dans Tegucigalpa, manifestation de rue : un étudiant tué.

● Venezuela

Pendant une manifestation d'étudiants à Merida, la police fait usage

de ses armes : un étudiant tué ; quatre blessés par balles.

● *Argentine*

Deux étudiants tués par la police à Corrientes au cours d'une manifestation.

16 mai

● *Colombie*

La guérilla reprend en force après plusieurs mois de silence. Les guérilleros bénéficient d'un appui accru chez les paysans et contrôlent 4.000 km².

● *Venezuela*

Des milliers d'étudiants manifestent en signe de protestation contre les incidents de Merida. Nouveaux heurts : 16 étudiants sont blessés, dont 1 par balle. Grève dans tous les établissements publics.

● *Argentine*

Les affrontements avec la police continuent.

● *Pérou*

Les autorités saisissent à nouveau un bateau de pêche U.S. qui se trouvait dans les eaux territoriales péruviennes, c'est-à-dire à moins de 200 milles des côtes. (Pour les U.S.A., cette limite est de 12 milles.)

17 mai

● *Argentine*

Un étudiant tué à Rosario.

● *Chili*

Violentes manifestations d'étudiants pour protester contre l'emprisonnement de 16 ouvriers. 100 arrestations ; dégâts très importants ; les ouvriers sont mis en liberté provisoire.

● *Brésil*

Les mesures de répression se renforcent.

18 mai

● *Panama*

La police procède à de nombreuses arrestations préventives avant l'arrivée de Rockefeller.

19 mai

● *U.S.A.*

Réaction de Washington après la saisie du bateau de pêche : la vente de matériel militaire au Pérou est suspendue. Fin de la première tournée de Rockefeller.

20 mai

— Bien que très violemment critiqué à l'égard des U.S.A., accusés ouvertement de néo-colonialisme, la conférence inter-américaine de Vina del Mar débouche sur un sommet « modéré ». « Nous ne sommes plus vingt avec les Etats-Unis ; nous sommes maintenant deux : les Etats-Unis et nous », déclare le chancelier chilien Gabriel Valdes.

● *Pérou*

Le gouvernement péruvien menace de demander le retrait des missions militaires U.S. et d'annuler la visite de Rockefeller si les U.S.A. suspendent leur aide militaire.

21 mai

● *Argentine*

Très violentes échauffourées entre la police et les étudiants dans plusieurs villes.

22 mai

● *Argentine*

Les manifestations continuent.

● *Pérou*

La crise devient aiguë. L'Eglise péruvienne soutient le gouvernement contre les U.S.A. A Washington, la situation est jugée grave.

● *Uruguay*

Le gouvernement porte de 6 à 12 milles la limite des eaux territoriales.

23 mai

● *Pérou*

Le gouvernement annonce que Rockefeller est jugé indésirable et que toutes les troupes U.S. stationnées au Pérou devront quitter le pays.

24 mai

● *Haïti*

Des troupes sont envoyées au nord du pays pour réprimer un soulèvement. La situation se dégrade à Port-au-Prince.

● *Brésil*

Le conflit s'accroît entre l'Eglise et le régime.

26 mai

● *Equateur*

Manifestation contre l'arrivée prochaine de Rockefeller. Etudiants et lycéens occupent les locaux universitaires.

27 mai

● *Brésil*

Le père Pereira Neto, collaborateur de Mgr Camara, est assassiné. Début de la 2^e tournée de Rockefeller.

28 mai

● *Colombie*

Manifestation et combats de rues pour l'arrivée de Rockefeller. Le conseil supérieur de l'Université nationale décrète une grève de 24 heures.

● *Uruguay*

La Confédération des Travailleurs décrète pour la semaine qui suit une grève de 24 heures de solidarité avec les ouvriers de l'industrie frigorifique, en grève depuis un mois.

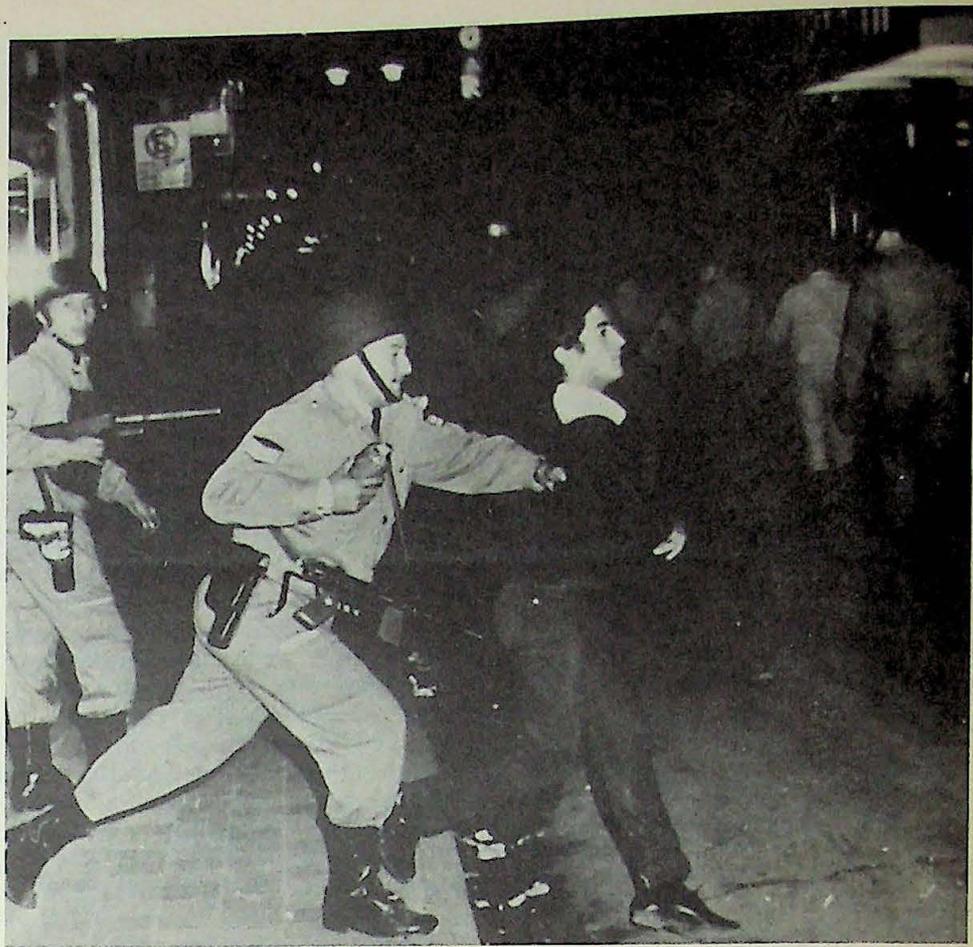
● *Argentine*

Les centrales syndicales lancent pour le 30 mai un ordre de grève de 24 heures en signe de solidarité avec la lutte des étudiants. Une partie du clergé proclame aussi sa solidarité. Le gouvernement envisage l'état de siège.

29 mai

● *Colombie*

Nouvelles manifestations contre la venue de Rockefeller. Une cérémonie en son honneur, qui devait avoir lieu à l'Université, se déroule finalement dans un hôtel.



● *Argentine*

Combats armés à Cordoba entre ouvriers (disposant d'armes légères) et parachutistes (avec bazookas et mitrailleuses). 30 morts.

30 mai

● *Argentine*

Le pays est complètement paralysé par la grève. A Cordoba, les combats continuent ; les étudiants viennent renforcer les ouvriers.

31 mai

● *Equateur*

Violents affrontements entre étudiants et policiers. La police fait usage de mitrailleuses et de bazookas pour déloger les étudiants de l'université. Ceux-ci disposent de revolvers de petit calibre. 6 étudiants tués. Les principaux centres administratifs de Guayaquil sont gardés par la troupe.

● *Bolivie*

Malgré l'interdiction gouvernementale, la Fédération des étudiants de La Paz maintient sa « Marche nationale de la jeunesse anti-impérialiste » pour l'arrivée de Rockefeller. Neuf recteurs d'universités signent un communiqué demandant que Rockefeller soit considéré comme *persona non grata*.

● *Saint-Domingue*

Violents heurts entre étudiants et policiers.

● *Brésil*

5.000 personnes manifestent à Recife pour les obsèques du père Pereira Neto.

● *Curaçao*

De violentes manifestations ouvrières sont difficilement réprimées. Les manifestants occupent l'entreprise U.S. Texas-Instrument.

2 juin

● *Curaçao*

Les Pays-Bas envoient des troupes en renfort. Deux navires U.S. en alerte dans les Caraïbes.

● *Bolivie*

Rockefeller ne reste que deux heures et ne quitte pas l'aéroport... Le Chef de l'Etat bolivien parle au représentant U.S. des risques qu'il n'y ait, un jour, « 240 millions de desperados en Amérique latine ». Heurts entre policiers et étudiants à La Paz.

● *Argentine*

Les parachutistes occupent Cordoba.

● *Venezuela*

Rockefeller annule sa visite sur la demande du gouvernement qui déclare que celle-ci « pourrait être la cause d'événements de nature à rendre difficiles les relations entre les U.S.A. et l'Amérique latine ».

3 juin

● *Argentine*

Les syndicats préparent une nouvelle grève générale.

● *Equateur*

Nouvelles manifestations d'étudiants, qui réoccupent à Guayaquil un bâtiment universitaire.

● *Uruguay*

Violents affrontements à Montevideo entre policiers et grévistes soutenus par les étudiants.

● *Venezuela*

Manifestations anti-U.S. à Valencia. A Caracas, la joie règne après l'annulation de la visite de Rockefeller.

● *Curaçao*

Situation tendue. 2.000 arrestations.

● *New York*

Rockefeller déclare que son voyage a été « un fantastique succès », en dépit de « quelques problèmes qui ont surgi »...

Tout est à refaire c'est possible

Michèle Vannesse

Au Pérou, en octobre dernier, la junte militaire a pris le pouvoir. Peu de temps après éclatait le conflit avec l'I.P.C. (International Petroleum Company), et le gouvernement vient, récemment, de prier Rockefeller de bien vouloir remettre sa visite. Quel est donc le rôle des militaires à l'égard de l'impérialisme ? Comment les organisations de gauche se situent-elles par rapport à un gouvernement qui se fait le porte-drapeau de ses mots d'ordre de toujours ? Après l'effondrement des foyers de guérilla, quelles luttes peuvent être menées, et quels moyens une organisation révolutionnaire doit-elle se donner ?

Nous avons rencontré un représentant de la Vanguardia Revolucionaria, de passage à Paris. Nous tairons son nom et son rôle : Vanguardia Revolucionaria est une organisation clandestine.

Qu'est-ce que l'impérialisme au Pérou ?

Notre pays a connu la colonisation au XVI^e siècle, et comme partout en Amérique latine, son économie est devenue dépendante du développement du capitalisme international.

Nous sommes actuellement dans un processus de sous-développement croissant, car toute la structure de l'économie péruvienne est déformée à cause de sa dépendance à l'égard de l'impérialisme : le surplus n'est pas réalisé uniquement dans les zones directement exploitées par l'impérialisme (les mines, l'agriculture, la pêche et l'industrie légère), c'est-à-dire qu'il n'y a pas d'un côté les zones exploitées par l'impérialisme et de l'autre des secteurs dépendant d'une autre structure économique, mais l'impérialisme produit des réactions en chaîne, et toute l'économie nationale dépend et s'oriente vers l'économie impérialiste.

Cela empêche l'existence d'un marché intérieur important pour les produits manufacturés. Car, tandis que les secteurs orientés vers l'impérialisme avancent dans la technologie et la concentration des capitaux, les autres secteurs développent des formes de capitalisme arriéré ou même des formes non capitalistes, semblables aux modes de production féodaux. C'est vrai surtout à la campagne pour une très grande partie de la population du pays, qui a un rôle insignifiant dans la production nationale par rapport aux exportations qui sont la base de l'économie péruvienne.

Un certain nombre de gouvernements, sans visées socialistes, essaient de se rallier le secteur des petits propriétaires fonciers par une réforme agraire. Qu'en est-il au Pérou ?

Ce qui empêche le développement du pays est son rapport à l'impérialisme, c'est une contradiction fondamentale. Cela entraîne deux autres contradictions :

— entre le prolétariat et la bourgeoisie nationale alliée aux monopoles impérialistes ;

— entre cette même bourgeoisie nationale et la paysannerie.

En ce qui concerne la première contradiction, elle est insoluble dans le système. On ne peut pas chiffrer le nombre exact du prolétariat, mais au Pérou la force d'une classe sociale se mesure par son importance dans l'économie nationale, donc dans les exportations, et selon le taux de croissance de son secteur d'activité.

La bourgeoisie nationale est en même temps détentrice des capitaux et des latifundias (les grandes propriétés foncières). Cette contradiction entre le prolétariat et la bourgeoisie nationale est la force principale dans la lutte pour le socialisme.

En ce qui concerne la seconde contradiction, dans un pays économiquement avancé elle est théoriquement soluble dans le système capitaliste. Mais dès que le pouvoir est concentré dans les mains d'une bourgeoisie qui réunit dans les mêmes personnes la propriété des grands capitaux financiers et industriels et la grande propriété foncière, il n'est plus possible de faire une réforme agraire radicale qui serait la seule solution à l'improductivité des latifundias : parce que si elle se base sur la confiscation des terres, elle porte atteinte aux intérêts immédiats de la classe gouvernante, et si elle est faite avec compensation (comme actuellement au Pérou et dans beaucoup d'autres pays latino-américains) elle est trop lente à cause de la faiblesse du budget national. En outre, une réforme agraire radicale peut déclencher des forces populaires qui, c'est la crainte de la grande bourgeoisie, ne s'arrêteraient pas là.

Quel est le secteur le plus combatif ? Paysannerie ou prolétariat ? D'où les luttes doivent-elles d'abord partir ?

La base de la lutte pour le socialisme, c'est par définition le prolétariat.

Mais dans une première étape la paysannerie pauvre peut être plus combative. La lutte peut éclater plus tôt.

Sont-ils organisés ?

Ni le prolétariat, ni la paysannerie pauvre n'ont un parti qui exprime leur position.

Le contrôle de la bourgeoisie et de l'impérialisme est très fort : ils ont tous les moyens de propagande, et les grands partis ont toujours été, ou sont devenus, leurs représentants. Nous manquons d'une tradition politique démocratique — dans le sens de la liberté d'expression — et d'autre part la surexploitation ayant comme conséquence la faiblesse de la petite et moyenne bourgeoisie, aucun parti n'a pu être créé qui pourrait avoir une



politique indépendante face à la grande bourgeoisie et à l'impérialisme.

De là provient la stratégie qui différencie les organisations de gauche. Pour Vanguardia Revolucionaria la révolution est socialiste. Même dans la logique capitaliste, la bourgeoisie est incapable d'accomplir ses tâches historiques.

Cette révolution n'est pas isolée des luttes en Amérique latine et dans le monde, car les U.S.A. ont des relations semblables avec les autres pays.

Mais la junte militaire n'a-t-elle pas essayé de lutter contre l'impérialisme ?

D'une part, en ce qui concerne l'armée, elle est la force qui maintient la grande bourgeoisie. Et sa fonction principale est la répression interne — ce qui fait qu'il ne peut pas y avoir une transition pacifique au socialisme. Mais la destruction de l'armée ne peut être menée par un parti de masses, à cause de l'absence de moyens démocratiques qui puissent permettre une action légale qui rende possible la formation d'un parti de masses. Le contrôle idéologique de la bourgeoisie fait que même le prolétariat et la paysannerie pauvre n'ont pas la possibilité de prendre en masse conscience de leur exploitation avant que se reproduisent des événements qui contestent la propagande bourgeoise.

Quant aux relations entre la junte militaire et l'impérialisme, parlons de la nationalisation de l'I.P.C. (qui dépend de la Standard Oil) qui est la plus grande source de confusion possible.

Le problème réel pour le gouvernement n'est pas : « Faut-il nationaliser l'I.P.C. ? » mais seulement de taxer un profit obtenu en dehors de la légalité bourgeoise. En effet, depuis 1920, l'I.P.C. exploite le pétrole en violation de la loi péruvienne, elle a donc un retard d'impôts qui s'évalue entre 690 et 1.000 millions de dollars U.S.

On voit bien que ce mot d'ordre de nationalisation n'a rien d'anti-impérialiste, même s'il gêne temporairement les gouvernements U.S. et péruvien. Dans le même temps qu'il nationalisait l'I.P.C., le gouvernement accordait des concessions minières et pétrolifères à des firmes impérialistes, et les conditions sont pour eux très favorables et défavorables pour

l'économie nationale péruvienne.

La force de la junte dans cette affaire c'est qu'après l'attitude scandaleuse du gouvernement précédent, elle s'est montrée capable d'en finir. Et en même temps elle a détruit le mot d'ordre principal de la gauche réformiste.

Alors comment les luttes s'organisent-elles ou peuvent-elles s'organiser maintenant ?

Les masses populaires ont fait une double expérience. La première c'est l'échec définitif des partis bourgeois réformistes, qui sont arrivés au pouvoir avec un large soutien populaire, mais qui n'ont pas été capables de tenir leurs promesses électorales. Ils ont démontré une fois de plus qu'il n'est pas possible de conduire à bien un processus de développement capitaliste, car la dépendance de cette bourgeoisie à l'égard de l'impérialisme a pour conséquence le sous-développement. D'ailleurs la bourgeoisie partage les produits de l'exploitation avec les impérialistes.

La seconde expérience c'est celle des militaires « déguisés ». Le faux conflit entre la junte militaire et l'I.P.C. est un bon exemple. D'autre part ouvriers et paysans pauvres subissent tous les jours les effets de la politique économique antipopulaire et de la répression : hausse des prix, stagnation des salaires, refus du ministère du Travail à toutes les revendications, répression très violente des grèves. Seulement un mois après la venue au pouvoir des militaires, il y a eu un massacre de paysans au nord du pays.

Et si la junte a refusé que Rockefeller passe au Pérou, c'est seulement par peur de l'agitation des étudiants et d'une partie des travailleurs.

Quel est le rôle des étudiants au Pérou ?

Le gouvernement en place vient d'édicter des lois qui signifient la fin de la gratuité de l'enseignement supérieur, et la fin des droits syndicaux. Alors les luttes sont importantes.

Il y a aussi la situation objective des étudiants qui en fait les alliés du prolétariat. Les étudiants issus de la grande bourgeoisie fréquentent des universités privées, ce qui fait que les

étudiants des universités d'Etat sont d'origine principalement petite-bourgeoise et un peu paysanne ou prolétaire. D'autre part — et c'est très important — ils n'ont pas de débouchés : une grande partie d'entre eux est condamnée à chômer ou à être sous-employée.

C'est donc à cause d'une accession sociale irréaliste que les luttes étudiantes se radicalisent et cherchent à rejoindre les luttes ouvrières.

Quelles sont les organisations de gauche ? Et sont-elles l'avant-garde des luttes ?

Au Pérou et dans toute l'Amérique latine, les partis ont toujours été sous la dépendance ou à la remorque des décisions internationales, en particulier des partis communistes soviétique et chinois. Ce qui explique le faible rapport entre les partis péruviens et les luttes, et d'autre part le fait que les partis n'étaient jamais là où les luttes spontanées se déclaraient.

La révolution cubaine a eu une influence décisive, elle a montré non seulement qu'une révolution socialiste était possible mais surtout qu'il faut une volonté révolutionnaire.

Ce qui entraîne pour nous, Vanguardia Revolucionaria, de dépasser la position des partis traditionnels qui attendent le murissement des conditions objectives, en accélérant ce murissement par la formation et l'organisation des masses et en créant des foyers guérilleros non isolés des masses, mais étant la continuation et l'expression supérieures de la lutte de classes.

A cause de la tactique erronée employée par les mouvements partisans de foyers armés sans implantation assurée, la puissance du processus révolutionnaire a pu être temporairement réprimée par les Etats-Unis et les bourgeoisies nationales. Les foyers de guérilla sont maintenant presque tous au point mort, essayant de refaire leur tactique pour reprendre la lutte.

Et dans presque tous les pays de l'Amérique latine il y a de nouveaux partis qui comme le nôtre s'organisent pour orienter l'effervescence révolutionnaire croissante de nos peuples vers un processus révolutionnaire irréversible : celui de la lutte contre la bourgeoisie nationale et l'impérialisme, donc socialiste.

Vietnam

Le gouvernement révolutionnaire du vietnam du sud

Pierre Gautier

Le gouvernement des Etats-Unis depuis qu'il est installé (janvier dernier) tergiverse à propos du Vietnam. Il sait que la politique menée par Johnson ne peut plus être pratiquée tant pour des raisons intérieures (lassitude de l'opinion, frais de la guerre) que pour des raisons internationales (mise en échec de la diplomatie américaine). En même temps il ne peut pas et ne veut pas choisir ouvertement une autre politique qui heurterait le Pentagone et tout le complexe militaire-industriel dont le poids est si déterminant aux Etats-Unis. Il ménage donc la chèvre et le chou, c'est-à-dire accumule les actes contradictoires : annonce du retrait de troupes américaines, mais conférence avec le fantoche Thieu à Midway. La grande pensée de l'administration Nixon, ou tout au moins la justification officielle de sa politique hésitante. C'est la « vietnamisation » de la guerre. Mais on se demande bien comment elle peut devenir réalité.

Comme l'a fait observer le 5 juin dernier, le colonel Ha Van Lau de la délégation du Vietnam du Nord à Paris : « M. Nixon compte maintenant prolonger l'occupation militaire américaine au Sud-Vietnam pour gagner du temps en vue de consolider l'administration et l'armée fantoches de Saigon, dans l'espoir de réaliser la "désaméricanisation" ou la "vietnamisation" »

communiqué

Le samedi 14 juin 1969 s'est tenu à Paris, le second colloque des associations médicales européennes d'aide au Vietnam. Participaient à cette réunion des représentants des Pays-Bas, d'Italie, de Norvège, de Suède, de France, de Grande-Bretagne, de Suisse et de Belgique, ainsi que M. Mai Van Bo, délégué général de la République Démocratique du Vietnam en France et M. Pham Van Ba, directeur du bureau d'information du F.N.L. du Sud-Vietnam à Paris.

Les différentes associations ont exposé leurs activités. Tous les délégués ont analysé le développement

de la guerre... M. Nixon a-t-il calculé combien de temps encore les troupes américaines auraient à rester au Sud-Vietnam ? Combien faudrait-il de troupes pour faire l'impossible, c'est-à-dire remettre sur pied l'administration de Saigon, ce malade à bout de forces ? Et serait-il en mesure de le faire ? »

Sur le terrain, bien évidemment, les choses ont continué à évoluer. En d'autres termes, le F.N.L., sans se laisser impressionner par les comédies politiques de Saigon, a poursuivi son offensive politique et militaire. Assuré depuis longtemps du soutien de la majorité de la population, il a consolidé son influence et l'embryon d'Etat qu'il a organisé déjà depuis plusieurs années. Face aux tergiversations et aux manœuvres à double sens de Washington, il a réagi en créant le gouvernement révolutionnaire provisoire du Vietnam du Sud, augmentant par là le désarroi de la clique de Saigon. Il s'agit là d'un acte d'une très grande portée puisque est ainsi affirmée par le F.N.L. et ses alliés la légitimité des aspirations révolutionnaires (indépendance, réforme agraire, droit à l'autodétermination) du peuple vietnamien. Aussi ce gouvernement a-t-il droit à tout notre appui pour son action présente et future ; il est le seul représentant authentique du peuple du Vietnam du Sud.

de la guerre chimique et ses conséquences médicales et éthiques ainsi que les moyens de s'y opposer. Ils ont étudié en commun la possibilité d'accroître l'aide médicale essentiellement pour les services de santé des combattants de la libération (quinine, antibiotiques, trousse chirurgicales d'urgence).

Ils ont décidé de renforcer la coordination des différentes associations médicales européennes afin d'acheminer plus rapidement et plus massivement l'aide médicale dans les zones libérées du Sud-Vietnam.

Toutes
les semaines

tribune
socialiste

commente l'actualité politique, sociale, économique et culturelle.

Toutes
les semaines

tribune
socialiste

établit un dossier sur une question importante de l'heure.

Toutes
les semaines

tribune
socialiste

développe les thèmes d'action du courant socialiste.

Soutenez-nous !

Abonnements

6 mois	22 F.
1 an	43 F.
de soutien à partir		
de	80 F.

C.C.P. 58 26 65

Courrier des entreprises

Le numéro de mai 1969 du Courrier des entreprises est paru.

Il reste un certain nombre de numéros qui pourront être expédiés aux camarades qui en feront la demande à la Commission nationale entreprise, 81, rue Madeleine, Paris-15^e.

Le prochain numéro (juillet) ne sera expédié qu'aux abonnés... si vous désirez le recevoir régulièrement **ABONNEZ-VOUS.**

6 F les six numéros.

Nom :

Prénom :

Adresse :

C.C.P. 58-26-65 Paris Tribune Socialiste. Notez au verso du chèque ou mandat « Courrier des entreprises ».



Nous publions cette semaine un texte très peu connu de Friedrich Engels sur les problèmes de l'autorité. Cet écrit de circonstance ne répond pas à toutes les questions que l'on peut se poser à propos de l'autorité, mais il a l'avantage de montrer que les socialistes n'ont pas à se dresser contre toute forme d'autorité ; ce qui est cause pour eux c'est la domination capitaliste qui, justement, veut se faire passer pour « naturelle » pour purement « technique ». Dans les discussions d'aujourd'hui où beaucoup doivent trouver le chemin de la révolte individuelle à l'engagement révolutionnaire, les réflexions d'Engels ne manquent pas d'intérêt.

T. S.

De l'autorité

Friedrich Engels

Quelques socialistes ont, ces derniers temps, ouvert une croisade en règle contre ce qu'ils appellent le principe d'autorité. Il suffit de leur dire que tel ou tel acte est autoritaire pour qu'ils le condamnent. On abuse tellement de cette façon sommaire de procéder qu'il est nécessaire d'examiner la chose de plus près. Autorité, dans le sens du mot dont il s'agit, veut dire : imposition de la volonté d'autrui sur la nôtre ; et, d'autre part, autorité suppose subordination. Or, pour autant que ces deux mots sonnent mal et que le rapport qu'ils représentent est désagréable à la partie subordonnée, il s'agit de savoir s'il y a moyen de s'en passer et si — étant donné les conditions actuelles de la société — nous pourrions donner la vie à un autre état social dans lequel cette autorité n'aura plus de raison d'être et où, par conséquent, elle devra disparaître. En examinant les conditions économiques, industrielles et agricoles qui sont la base de la société bourgeoise actuelle, nous trouvons qu'elles tendent à remplacer de plus en plus l'action isolée par l'action combinée des individus. L'industrie moderne a remplacé les petits ateliers de producteurs isolés par de grandes fabriques et usines où des centaines d'ouvriers surveillent des machines compliquées mues par la vapeur ; les voitures et les camions sur les grandes routes sont supplantés par des trains sur les voies ferrées, tout comme les petites goélettes et felouques à voiles l'ont été par les bateaux à vapeur. L'agriculture elle-même tombe peu à peu dans le domaine de la machine et de la vapeur, lesquelles remplacent lentement, mais inexorablement les petits propriétaires par de grands

capitalistes qui cultivent à l'aide d'ouvriers salariés de grandes superficies de terrain. Partout l'action combinée, la complication des processus dépendant les uns des autres se substituent à l'action indépendante des individus. Mais qui dit action combinée, dit organisation ; or, l'organisation est-elle possible sans autorité ?

Supposons qu'une révolution sociale ait détrôné les capitalistes qui président maintenant à la production et à la circulation des richesses. Supposons, pour nous placer entièrement au point de vue des antiautoritaires, que la terre et les instruments de travail soient devenus la propriété collective des travailleurs qui les emploient. L'autorité aura-t-elle disparu ou bien n'aura-t-elle fait que changer de forme ? Voyons.

Prenons à titre d'exemple une filature de coton. Le coton doit subir au moins six opérations successives avant d'être réduit à l'état de fil, opérations qui se font, pour la plupart, en des salles différentes. En outre, pour maintenir les machines en mouvement, il faut un ingénieur qui surveille la machine à vapeur, des mécaniciens pour les réparations journalières et de nombreux manœuvres préposés au transport des produits d'une salle à l'autre, etc. Tous ces ouvriers, hommes, femmes et enfants sont obligés de commencer et de finir leur travail à des heures déterminées par l'autorité de la vapeur qui se moque de l'autonomie individuelle. Il faut donc, d'abord, que les ouvriers s'entendent sur les heures de travail, et ces heures, une fois fixées, deviennent la règle pour tous, sans aucune exception.

Puis, dans chacune des salles et à tout instant, des questions de détail surgissent sur le mode de production sur la distribution des matériaux, etc., questions qu'il faut résoudre sur-le-champ, sous peine de voir s'arrêter immédiatement toute la production ; qu'elles se résolvent par la décision d'un délégué préposé à chaque branche du travail ou, si possible, par un vote de la majorité, la volonté de chacun devra toujours se subordonner ; c'est dire que les questions seront résolues autoritairement. Le mécanisme automatique d'une grande fabrique est bien plus tyrannique que ne l'ont jamais été les petits capitalistes qui emploient des ouvriers. Pour les heures de travail, tout au moins, on peut inscrire sur la porte de la fabrique : **Lasciate ogni autonomia voi che entrate** (1) ! Si, par la science et son génie inventif, l'homme s'est soumis les forces de la nature, celles-ci se vengent de lui en le soumettant, puisqu'il en use, à un véritable despotisme indépendant de toute organisation sociale. Vouloir abolir l'autorité dans la grande industrie, c'est vouloir abolir l'industrie elle-même, c'est détruire la filature à vapeur pour retourner à la quenouille.

Prenons, comme autre exemple, un chemin de fer. Là aussi, la coopération d'une infinité d'individus est absolument nécessaire, coopération qui doit avoir lieu à des heures bien précises pour qu'il ne se produise pas de désastres. Là aussi, la première condition de l'emploi est une volonté dominante qui tranche toute question subordonnée, une volonté représentée soit par un seul délégué, soit par un comité chargé d'exécuter les décisions d'une majorité d'intéressés. Dans l'un ou l'autre cas, il y a autorité très prononcée. Mais, il y a plus ; que deviendrait le premier train en partance si on abolissait l'autorité des employés du chemin de fer sur messieurs les voyageurs ?

Mais, la nécessité de l'autorité et d'une autorité impérieuse ne peut être plus évidente que sur un navire en pleine mer. Là, au moment du danger, la vie de tous dépend de l'obéissance instantanée et absolue de tous à la volonté d'un seul.

Lorsque j'avance de semblables arguments contre les plus furieux antiautoritaires, ceux-ci ne savent que me répondre : « Ah ! cela est vrai, mais il ne s'agit pas ici d'une autorité que nous donnons à des délégués, mais d'une mission ! » Ces messieurs croient avoir changé les choses quand ils en ont changé les noms. Voilà comment ces profonds penseurs se moquent du monde.

Nous venons donc de voir que, d'une part, certaine autorité, attribuée n'importe comment, et, d'autre part, certaine subordination sont choses qui, indépendamment de toute organisation sociale,

s'imposent à nous du fait des conditions matérielles dans lesquelles nous produisons et faisons circuler les produits.

Nous avons vu, en outre, que les conditions matérielles de production et de circulation se compliquent inévitablement avec le développement de la grande industrie et de la grande agriculture et tendent de plus en plus à étendre le champ de cette autorité. Il est donc absurde de parler du principe d'autorité comme d'un principe absolument mauvais, et du principe d'autonomie comme d'un principe absolument bon. L'autorité et l'autonomie sont des choses relatives dont les domaines varient dans les différentes phases de l'évolution sociale. Si les autonomistes se bornaient à dire que l'organisation sociale de l'avenir restreindra l'autorité aux seules limites à l'intérieur desquelles les conditions de la production la rendent inévitable, on pourrait s'entendre ; au lieu de cela, ils restent aveugles devant tous les faits qui rendent nécessaire la chose, et ils se dressent contre le mot.

Pourquoi les antiautoritaires ne se bornent-ils pas à s'élever contre l'autorité politique, contre l'Etat ? Tous les socialistes sont d'accord que l'Etat politique et avec lui l'autorité politique disparaîtront en conséquence de la prochaine révolution sociale, à savoir que les fonctions publiques perdront leur caractère politique et se transformeront en simples fonctions administratives protégeant les véritables intérêts sociaux. Mais les antiautoritaires demandent que l'Etat politique autoritaire soit aboli d'un coup, avant même qu'on ait détruit les conditions sociales qui l'ont fait naître. Ils demandent que le premier acte de la révolution sociale soit l'abolition de l'autorité. Ont-ils jamais vu une révolution, ces messieurs ? Une révolution est certainement la chose la plus autoritaire qui soit ; c'est l'acte par lequel une partie de la population impose sa volonté à l'autre au moyen de fusils, de baïonnettes et de canons, moyens autoritaires s'il en est ; et le parti victorieux, s'il ne veut pas avoir combattu en vain, doit maintenir son pouvoir par la peur que ses armes inspirent aux réactionnaires. La Commune de Paris aurait-elle duré un seul jour, si elle ne s'était pas servie de cette autorité du peuple armé face aux bourgeois ? Ne peut-on, au contraire, lui reprocher de ne pas s'en être servie assez largement ? Donc, de deux choses l'une, ou les antiautoritaires ne savent pas ce qu'ils disent, et, dans ce cas, ils ne sèment que la confusion ; ou bien, ils le savent et, dans ce cas, ils trahissent le mouvement du prolétariat. Dans un cas comme dans l'autre, ils servent la réaction. □

Écrit par Engels en octobre 1872. Publié par le recueil *Almanacco Repubblicano*, 1874.

(1) Vous qui entrez, laissez toute autonomie !



Impossible pari

Christian Guerche

Il y a du talent, le sens du bon mot, de la drôlerie, et même de la méchanceté dans le livre de Jacques Mandrin « Socialisme et Social-Médiocratie », que viennent de publier les éditions du Seuil (1). On sait que sous ce pseudonyme, se regroupent quelques membres du C.E.R.E.S. (Centre d'Études et de Recherches Socialistes), qui a fait pendant quelque temps les relations publiques de la S.F.I.O. La Cité Malesherbes avait enfin son groupe « moderne » et technocratique et plein d'experts, que toute la gauche condamne, tout en se les disputant. Du moins la gauche telle que l'aiment le « Nouvel Observateur » et « l'Express », entre deux phases de pohérisme.

Il faut croire que de leur passage Cité Malesherbes, les membres du C.E.R.E.S. ont gardé quelque acrimonie. Assurément entre les « jeunes de structure » de la S.F.I.O., fort drôlement décrits, et les

vieux notables socialistes d'une part, et les jeunes loups du C.E.R.E.S., les choses n'ont pas dû aller toutes seules. Elles ont dû même ne pas aller du tout.

Ce qui nous vaut pendant les trois quarts du livre une description savoureuse des mœurs et des pratiques qui règnent à la S.F.I.O., et laissent augurer de ce que sera le « Nouveau Parti Socialiste » si tant est qu'il vienne à naître.

Mais enfin, passée cette revue des mœurs qui ne doivent pas exister dans un parti socialiste, on attend nos auteurs à la formulation de leurs perspectives. Et ici on se trouve à peu près devant le néant. Quelques citations bienvenues ne font pas une pensée, encore moins une théorie.

Comme tout intellectuel de Saint-Germain qui se respecte, l'équipe Jacques Mandrin ne manque pas de brocarder le P.S.U. C'est que au bout du

compte, il faut bien essayer de justifier un engagement dont pourtant pendant trois quarts du livre on a démontré l'inefficacité. Sans pour autant pouvoir matérialiser un instant les problèmes qui se posent aux socialistes français. Sans qu'une idée surgisse qui appelle réflexion, on découvre une des contradictions de la société française qui n'en manque pourtant pas.

Si bien qu'on se met à penser que les auteurs se sont beaucoup amusés à écrire leur livre, et un peu de leur bonne humeur passe. Mais qu'en même temps il croyaient théoriser parce qu'ils étonnaient ou scandalisaient quelques notables de la Cité Malesherbes, sans se rendre compte qu'ils n'étonnaient qu'eux.

On attendait un coup de canon. C'était un coup de revolver. A barillet. Et enrayé. □

(1) Collection Combat.

La réussite et l'échec de Picasso

John Berger, un critique d'art britannique, a publié avec un très grand succès dans le monde anglo-saxon un livre de réflexions sur la signification de l'art de Picasso. En France, l'ouvrage publié aux éditions Denoël n'a pas connu le succès qu'il mérite pourtant. Sans doute allait-il à l'encontre du véritable culte qu'on voue dans les milieux artistiques au grand peintre. De Nicole Vedres en passant par H.-G. Clouzot et Claude Roy, on est habitué à parler du « miracle Picasso » et il est clair que l'esprit iconoclaste de John Berger ne

peut que heurter les suivants du culte.

Mais à y regarder de près on s'aperçoit que John Berger ne cherche pas à diminuer Picasso. Bien au contraire, il montre tout ce qu'a de tragique l'isolement social du peintre, les impasses où son génie a beaucoup de mal à le tirer. Picasso qui apparaît comme une force de la nature, un chantre de la sexualité libre, est aussi l'artiste que son adhésion au communisme n'a pu lier véritablement aux opprimés et aux exploités de notre époque. P.G.

Pompidou soi-même

Pierre Rouanet avait écrit, il y a quelques années un livre sur Pierre Mendès France, qui se vendit fort bien, sans que pour autant il soit indiscutable. Trop proche de son modèle, trop près de ses aspirations, l'auteur tombait dans l'hagiographie.

Avec Pompidou, c'est autre chose. Il nous livre un portrait percutant, intéressant à toutes les pages et dessine le personnage avec toutes ses ambiguïtés.

L'ouvrage est d'autant plus intéressant qu'il a été écrit avant cette campagne électorale. On y verra que le personnage est loin de correspondre à l'image libérale qu'il a voulu donner ces derniers temps.

On y verra aussi comment se fait et se monte une carrière dans la France néo-capitaliste d'aujourd'hui.

Cela est dit et fait avec beaucoup de talent. Je parle de l'auteur. Son sujet — Pompidou — étant beaucoup plus laborieux. Encore qu'efficace. Il vient de le montrer. C. G.

Ils ont tué Descartes

Pour Gérard Bonnot, auteur de ce livre (1), ces « assassins » de l'esprit cartésien ne sont pas Hegel, Marx, Engels, Lénine ou Mao. Vulgarisateur scientifique, c'est dans la science moderne que Gérard Bonnot recherche la condamnation de Descartes.

Non pas celle du savant, mais celle du philosophe classique qui voyait dans la conscience individuelle, la souveraineté du moi, le garant de la vérité. Or, une révolution s'est produite, à l'aube de ce siècle qui, à travers Descartes, remet en cause toute une tradition, chrétienne, classique, humaniste.

Depuis la théorie de la relativité, formulée par Einstein, nous savons que le monde, la réalité physique de l'univers n'échappe pas seulement à la connaissance sensible, il la contredit formellement.

Inventée par Freud, la psychanalyse nous enseigne que le véritable metteur en scène de notre théâtre intérieur n'est pas le moi, mais l'inconscient.

Enfin, la méthode des réflexes conditionnés, lentement élaborée par Pavlov, porte un coup très dur à la notion de liberté, en liant nos actes au milieu extérieur par un déterminisme capable de concilier la rigueur mécanique de l'instinct et les exigences de l'évolution.

Einstein, Freud, Pavlov, tels sont les trois « assassins », dont les travaux sont exposés dans un langage accessible. Mais, plus qu'au détail de leurs conclusions théoriques, parfois caduques, c'est le sens de leur recherche que l'auteur s'attache à dégager. Car, de la bombe atomique aux techniques publicitaires, nul n'échappe aujourd'hui à l'emprise de ces trois génies tutélaires de la modernité. Et, bien qu'il ne se situe pas dans le cadre de la pensée marxiste, ce livre n'en décrit pas moins une révolution convergente.

J. G.

(1) « Ils ont tué Descartes ». Editions.

JEAN COIN j'en appelle à cent mille hommes

La crise du parti communiste et la révolution manquée.

PLON



INEMA

Mode d'emploi

Jean-Paul Fargier

« L'heure des brasiers », le film-fleuve (3 h 40) anti-impérialiste de Fernand Solanas, ce cinéaste argentin que nous interrogeons longuement dans le numéro 401 de « T.S. » (s'y reporter), sort enfin.

Tout à la surprise de cet ambigu « enfin », il ne faudrait surtout pas que nous oublions la spécificité de ce film et le prenions tel qu'on nous le donne à consommer, sans essayer d'utiliser au maximum sa puissance révolutionnaire.

Car, si ce film est une arme considérable dans la lutte contre l'impérialisme, c'est parce qu'il tient rigoureusement compte des deux situations concrètes dans lesquelles il peut et veut inscrire, par son travail, une trace : 1) le terrain des luttes politiques en Argentine d'abord, et ensuite et par ce que toute lutte partielle est nécessairement liée à la lutte mondiale, tous les fronts de la lutte contre l'impérialisme dans le tiers monde et en Occident ; 2) le champ théorique et pratique du cinéma comme lieu d'expression idéologique. Par sa structure même, le film de Solanas interdit donc toute parole sur lui pris comme « en soi ». A notre tour donc, de prendre en considération, dans notre rapport à lui et dans notre parole sur lui, les situations concrètes dans lesquelles il nous atteint : en tout premier lieu ses conditions de projection.

Dans l'état actuel du système de distribution du produit-film, projeter « l'heure des brasiers » dans une salle de spectacle, bien que ce soit aussi aberrant que de vendre des mitraillettes dans un salon de thé, c'est le seul moyen pour que :

- a) il soit vu par le plus grand nombre de gens possible ;
- b) il rapporte le plus d'argent possible. Car le cinéma-militant n'est possible et effi-

cace que s'il touche beaucoup de personnes et peut compter sur une infrastructure financière conséquente, donc s'il est « commercial ». Les circuits autres que ceux du cinéma-spectacle n'existant encore que de façon embryonnaire, il est logique que ce film soit « commercialisé », entre deux tours de chocolats glacés, dans un studio d'art et d'essai. Il s'agit donc de savoir si « l'heure des brasiers » doit se plier aux impérieuses habitudes du spectacle et de l'« Art » ou si, en tant qu'essai (à tous les sens du terme), il ne peut pas, ici aussi, jouer un rôle subversif : la nécessité d'un tel jeu devenant d'autant plus évidente qu'il y va de son efficacité spécifique en passe d'être dénaturée, récupérée, stérilisée.

La spécificité de ce film se lit dans les effets de son déroulement. Par ses structures dialectiques et didactiques, il détruit toutes les formes du spectacle et toutes les attitudes spectatrices. L'écran n'est plus cette fenêtre peinte en trompe l'œil et faussement ouverte sur le monde ; il est tableau noir où viennent s'inscrire, en mots et en images simples, les plus concrètes explications. A la différence des films bourgeois il n'oriente pas vers la contemplation du monde, mais vers l'analyse du réel en vue de sa transformation par la praxis. Ce retournement de la pratique du cinéma suppose une réflexion théorique accomplie dans le champ du matérialisme historique et dialectique. Il faudrait montrer ici par exemple comment Solanas pratique un montage dialectique aussi éloigné de l'art du raccord des films bourgeois académiques que des artifices du faux-raccord et des collages des films néo-bourgeois avant-gardistes.

Cette ouverture sur la praxis le film l'opère aussi et surtout

par les espaces de prise de parole qu'il aménage au sein de son déroulement. Sur l'écran à la fin de la deuxième et de la troisième partie un carton demande aux spectateurs de prendre le temps, avant de passer à la suite, de discuter les hypothèses de lutte que le film propose. S'il est certain qu'en France le film de Solanas ne peut déclencher les mêmes effets, il n'en est pas moins vrai que les deux situations concrètes qu'il frappe au vif de leurs contradictions, ici comme là-bas, existent, nous concernent et doivent être mises en discussion.

Il importe donc au plus haut point que les spectateurs, sous peine d'être « des lâches et des traîtres », prennent l'initiative de donner à « l'heure des brasiers » les prolongements immédiats qu'elle appelle, en exigeant que les temps de prise de parole soient respectés (si une partie de la salle le désire). Les nombreux militants qui vont aller voir ce film doivent savoir qu'ils ont le droit et le devoir d'interrompre les projections aux moments prévus par son propre déroulement vers son but précis : l'action révolutionnaire. Car il serait totalement irresponsable et contradictoire de se faire le complice de la spectacularisation d'une arme politique. On ne doit pas laisser les mitraillettes dans des cages de verre : il faut casser les vitrines.

Si de telles initiatives ne se manifestaient pas, ce serait grave. Si, s'étant manifestées, certains tentaient de les étouffer (sous prétexte par exemple du respect des horaires) ce serait encore plus grave et la preuve d'une dangereuse complicité. Nous devons tout mettre en œuvre pour que « l'heure des brasiers » ne soit pas projetée comme un spectacle.

la Grèce ancienne dont la représentation est aujourd'hui interdite par le régime en place.

Les plus belles scènes d'*Iphigénie à Aulis* d'Euripide, de *Lysistrata* d'Aristophane et d'*Antigone* de Sophocle, qui

ont, en commun, le thème du sacrifice accepté comme une forme de lutte, seront jouées à la fois en grec ancien et en traduction française et accompagnées d'une musique de scène interprétée par son compositeur Sébastien Marotto, à la guitare.

A écouter

● **SCHUBERT - Fantaisie « Wanderer » et Moments musicaux.** — Le piano est sans doute l'instrument rêvé de la confiance schubertienne. La fantaisie « Wanderer » est une œuvre où le musicien réussit le mieux à conserver à l'effusion lyrique sa spontanéité à l'intérieur d'une solide architecture.

Wilhem Kempff semble inventer ces pages qui sortent de ses doigts à la fois puissantes et délicatement émouvantes. Quoique de très grand style, son interprétation des Moments musicaux frôle par instants le maniérisme. Qu'importe puisque la *Wanderer Fantaisie* est incomparable ! (*Deutsche Gramophon Gesellschaft. D.G.G. 1 x 30 cm.*)

● **MALHER - Das Klagende Lied.** — « Ce chant plaintif » qu'il écrit à 20 ans, Malher le considérait comme sa première œuvre tout à fait personnelle. Cette cantate issue d'un conte populaire qu'utilisèrent les frères Grimm, plonge l'auditeur dans une atmosphère fantastique proche de Weber et du premier Wagner. Mais son intérêt réside surtout dans la cohérence de l'ensemble, malgré d'évidentes influences, et dans la couleur orchestrale à la fois nette et violente, déjà fixée pour l'essentiel, que l'âge et l'expérience auront seulement à raffiner. Un disque précieux pour comprendre Malher ! (*Voix de son maître, 1 x 30 cm.*)

● **BERG - Concerto pour violon - Bartok - Deux Rhapsodies.** — Passons rapidement sur les deux rhapsodies représentatives du néo-folklorisme de Bartok. Malgré leur intérêt, elles pâlisent à côté du brûlant « Concerto à la mémoire d'un ange ». On a pu voir en Alban Berg un romantique attardé, engagé dans une des mutations les plus extraordinaires de l'histoire musicale. Ce concerto, composé à quelques mois de sa mort, alors que Berg venait d'être profondément ébranlé par la disparition prématurée d'une jeune fille de 18 ans, est marquée par le

souci de l'expression dramatique, celui de la forme musicale et les exigences du nouveau langage que Berg contribua à créer avec Weber et Schönberg. Cette œuvre ultime est une synthèse étonnante à laquelle l'auditeur le moins prévenu ne peut demeurer insensible : Le grand violoniste Yehudi Menuhin et Pierre Boulez à la tête du B.B.C. Symphony Orchestra, en donnent une version incontestable et définitive. (*Voix de son maître, 1 x 30 cm.*)

● **Ensemble Madrigal de Moscou : La Renaissance espagnole.** — J'avais déjà signalé l'exceptionnel intérêt du premier enregistrement de l'ensemble moscovite, consacré à la renaissance italienne. Le second me paraît pourtant supérieur. Les chanteurs et instrumentistes dirigés par Andrei Volkonski semblent encore plus à l'aise dans un répertoire expressif dont la vigueur et la simplicité émanent directement des folklores andalous et castillans. La profondeur de ces racines et le fait que certaines mélodies aient été conservées sans altération par des minorités juives exilées dans l'Adriatique à la fin du XV^e siècle expliquent l'étonnante présence de ce disque. (*Chant du Monde, 1 x 30 cm.*)

B. S.

A lire

C'est le titre du numéro 4 de la revue « Cinéthique ». Y est analysée l'idéologie du système capitaliste de production de films. Il en ressort que le processus de production de films n'est qu'un cas particulier du processus général de production de tout produit. La valeur d'usage du produit film (sa fonction idéologique) est mise à jour à partir de nombreux exemples précis. Le rôle de l'Art et Essai est restitué dans son contexte économique. La participation des Banques et de l'Etat à l'industrie cinématographique fait l'objet d'une étude détaillée.

On peut lire en outre dans ce numéro un entretien avec le syndicat C.G.T. des techniciens du film sur la lutte de classe dans le cinéma.

(2, rue Théo.-Renaudot, PARIS 15^e.)

A voir

Le 21 et le 22 juin à Châtill-la Grèce ancienne dont la région-sous-Bagneux (salle des Fêtes) Vassilis Diamantopoulos, ancien directeur du Théâtre National d'Athènes, qui a dû fuir la Grèce, rend hommage à son pays à travers les œuvres de

PANTHÉON

13, rue Victor-Cousin
ODE. 15-04

Permanent de 14 h à 24 h

Erotissimo

Gisselbrecht : un théoricien en difficulté

Jean-Marie Vincent

Dans « l'Humanité » du 30 mai, André Gisselbrecht répond, selon ses propres termes, à un abondant courrier de lecteurs sur le problème du gauchisme. Le ton n'est plus à l'invective ou à l'excommunication sommaire dans le style de Georges Bouvard, mais celui de la polémique politique, en particulier contre le P.S.U. Bien qu'André Gisselbrecht n'ait pas renoncé à la vieille méthode de l'amalgame entre les positions des uns et des autres, on peut se féliciter de le voir plus prudent dans le maniement des explications psychologiques qui à la limite font de Mai 68 une sorte de névrose collective.

Hierarchie et rapports de production

Le premier reproche qu'André Gisselbrecht fait aux gauchistes est de se préoccuper quasi exclusivement de la hiérarchie et d'oublier les rapports de propriété ou les rapports de production. Il est vrai, de nombreux spontanistes sont effectivement sur cette orientation, mais il faut une singulière myopie pour ne pas voir que le P.S.U. et Michel Rocard dans l'ouvrage cité par Gisselbrecht n'attaquent pas toute hiérarchie en général, tout phénomène d'autorité en général, mais la hiérarchie capitaliste comme manifestation de la domination capitaliste au niveau des relations de production, c'est-à-dire comme mode d'organisation spécifique aux rapports de production capitalistes. La thèse n° 3 du congrès de Dijon « nécessité et actualité du socialisme » est d'une parfaite limpidité à cet égard, de même que de nombreux passages dispersés dans d'autres thèses. On est donc conduit à se demander si pour Gisselbrecht toute attaque contre la hiérarchie, c'est-à-dire même les attaques contre la hiérarchie capitaliste ne sont pas suspectes. Parce biais on retrouve d'ailleurs l'hostilité du P.C.F. au revendications « qualitatives », c'est-à-dire à toutes les revendications qui, dans les entreprises, vont au-delà de la défense du niveau de vie. Ces revendica-

tions peuvent, sans doute, aller dans des directions dangereuses — aménagement du système, co-gestion, réformisme —, mais elles peuvent aussi préparer à l'action révolutionnaire lorsqu'elles ne limitent pas leur horizon à l'entreprise et à l'économie.

Sur la base de son tour de passe-passe A. Gisselbrecht peut évidemment glisser à une analyse sociologique superficielle en faisant des « gauchistes » l'émanation d'une petite bourgeoisie instable et capable de tous les retournements, et bien sûr anticommuniste. De cette façon, il peut mêler le vrai — les aspects anarchisants de la commune étudiante de Mai 68, l'instabilité de nombreux courants étudiants — avec le faux — le rejet des critiques faites au P.C.F. quant à son orientation stratégique. Et sur sa lancée il peut faire entrer le P.S.U. dans la catégorie de ces organisations petites-bourgeoises (il se réfère à la composition sociale de notre parti comme argument massue) et proclame que nous réalisons l'union mystique de la technocratie et du gauchisme, du modernisme (hostile aux petits commerçants et artisans) et du rêve libertaire de l'autogestion en laissant ignorer à ses lecteurs que le P.S.U. ne reproche pas seulement au capitalisme contemporain son gaspillage des forces productives, son incapacité à utiliser pleinement le progrès technique, mais aussi les rapports qu'il établit entre les hommes, la nature et l'environnement technique. Quant à l'autogestion, rassurons le camarade Gisselbrecht, nous n'avons jamais dit qu'elle était possible au niveau de l'entreprise sans une transformation complète des structures sociales.

Prise du pouvoir et phase de transition

Jusqu'ici, direz-vous, rien de très nouveau, si ce n'est dans le vocabulaire, dans cette défense des positions du P.C.F. contre ses criti-

ques de gauche. Tenez-vous bien, toutefois, Gisselbrecht va vous faire découvrir une nouveauté bouleversante : la notion de prise du pouvoir n'est pas « communiste », par conséquent n'est pas marxiste. Voilà cette perle : « A ce propos, il est nécessaire de rappeler que l'expression, prendre le pouvoir, n'appartient pas au vocabulaire communiste (comme quoi le vocabulaire et les modes de pensée blanquistes ont la vie dure dans certains milieux impatients où l'on conçoit la Révolution socialiste plus comme une libération immédiate de toutes les contraintes que comme la construction d'un ordre nouveau !). Le terme, prise du pouvoir, à la place de phase de transition (où se créent les bases d'un passage au socialisme voulu par les masses), dénote un sectarisme, un volontarisme et un manque de réalisme que nous reprochons précisément au P.S.U... ».

En somme la Rosa Luxemburg de « Réforme ou Révolution » qui reprochait à Bernstein d'abandonner l'objectif stratégique essentiel, la prise du pouvoir, n'était qu'une vulgaire blanquiste. De même le Lénine de « l'Etat et la Révolution » en attaquant durement ceux qui refusaient de poser le problème de la prise du pouvoir ne pouvait être qu'un aventuriste et un gauchiste. Le malheur pour notre théoricien d'un nouveau genre est qu'il y a des textes officiels de l'Internationale communiste qui contredisent directement ses affirmations. Citons-en un peu au hasard : « La tâche du prolétariat consiste à présent à prendre le pouvoir d'Etat. La prise du pouvoir d'Etat signifie la destruction de l'appareil d'Etat de la bourgeoisie et l'organisation d'un nouvel appareil du pouvoir prolétarien (1^{er} Congrès de l'I.C., lettre d'invitation au Spartakusbund) » ou encore : « A ce nouveau, à cet immense complot des classes capitalistes, le prolétariat doit répondre par la conquête du pouvoir politique, tourner ce pouvoir contre ses propres ennemis, s'en servir comme levier pour la transformation économique de la société (1^{er} Congrès de l'I.C., plateforme). »

La nécessaire rupture d'équilibre

L'important dans cette affaire n'est évidemment pas qu'André Gisselbrecht semble ignorer la lettre même des théoriciens dont il se prétend l'héritier — l'audace de l'ignorance est une denrée très répandue sur le marché de l'idéologie —, mais bien qu'il présuppose une phase de transition vers le socialisme, sans que la classe ouvrière et ses alliés se soient emparés du pouvoir et des moyens de la transformation socialiste. Il dévoile ainsi que la « démocratie avancée » est une perspective en trompe l'œil, qu'elle promet un certain nombre de réalisations favorables aux travailleurs, sans que l'équilibre social ait été rompu, sans que les rapports de forces politiques et économiques aient été modifiés de façon décisive. Implicitement Gisselbrecht admet que le pouvoir d'Etat est une sorte de construction technique au-dessus de la société qu'il suffit d'occuper avec des hommes nouveaux et sans toucher à son organisation hiérarchisée (la bureaucratie avec ses règles de fonctionnement et de recrutement) pour injecter petit à petit des doses de « démocratie avancée ». Au bout du compte, il voit la démocratie socialiste, mais il risque de la voir longtemps sans qu'elle se réalise.

C'est pourquoi nous devons lui dire, ainsi qu'à ses camarades de parti, que le type d'arguments qu'ils emploient n'impressionne à peu près plus personne en dehors de la sphère d'influence. Le P.S.U. ne se croit pas le parti révolutionnaire, mais il a conscience qu'à travers le dur et long processus qui de 1960 à mai 1968 l'a implanté dans le monde des travailleurs, il est devenu une composante indispensable de la reconstruction politique du mouvement ouvrier. Nous constatons que l'article d'A. Gisselbrecht, malgré son ton polémique et de par l'importance qu'il attribue à nos prises de position en porte témoignage. Espérons, sans trop y croire pour le moment, qu'il saura aller plus loin et nous porter des critiques en partant d'un autre terrain que celui de la défensive. □